



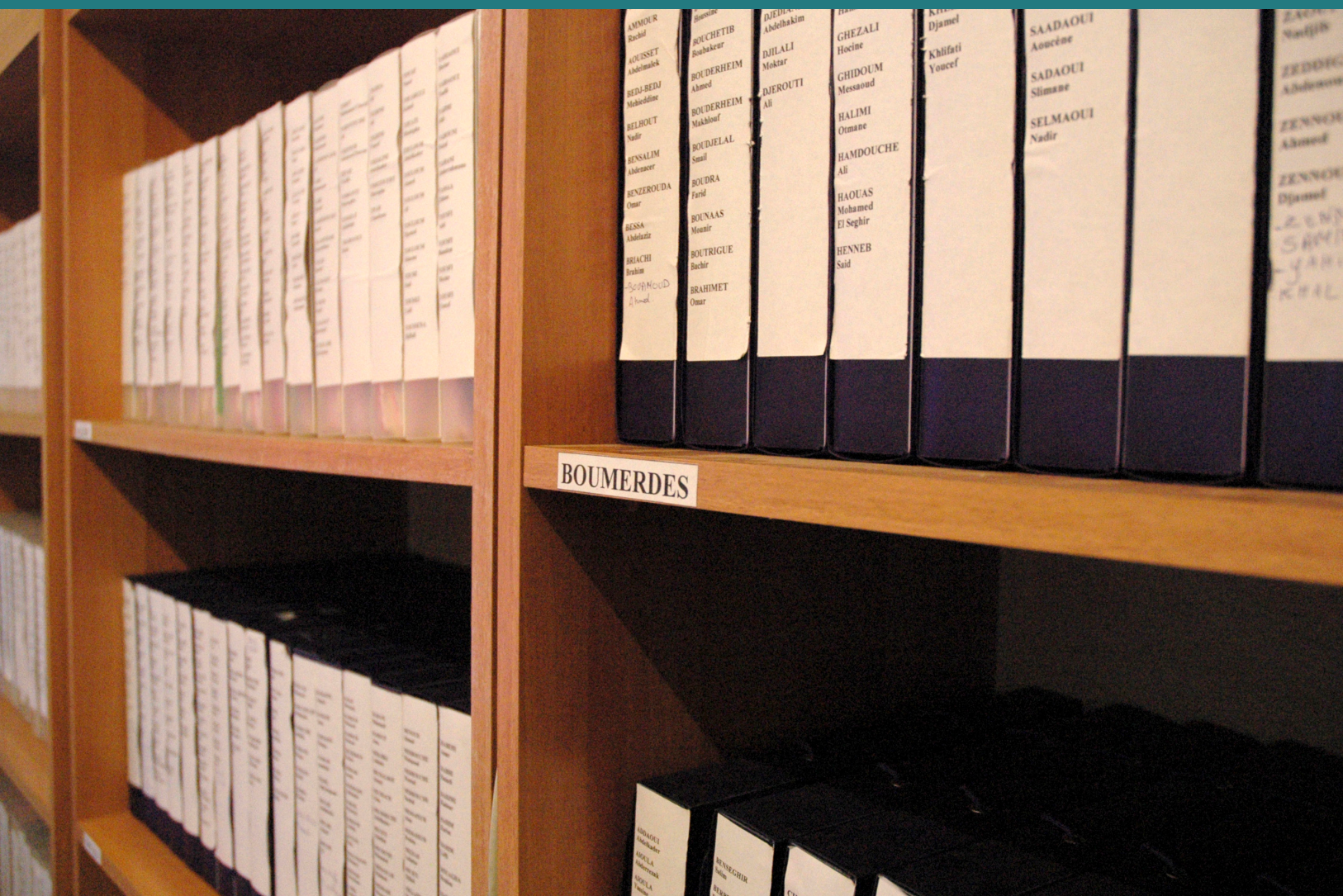
FÉDÉRATION EURO-MEDITERRANÉENNE CONTRE LES DISPARITIONS FORCÉES

EURO-MEDITERRANEAN FEDERATION AGAINST ENFORCED DISAPPEARANCES

الفيدرالية الأوروبية والمتوسطية ضد الاختفاء القسري

DEVOIR DE VÉRITÉ DUTY OF TRUTH #10

[LE MAGAZINE SEMESTRIEL DE LA FEMED / THE FEMED'S BIENNIAL MAGAZINE]



« L'IMPORTANCE DE LA MÉMOIRE »
« THE IMPORTANCE OF REMEMBRANCE »

DEVOIR DE VÉRITÉ est le magazine semestriel de la FEMED. À travers les activités et actualités du réseau de la FEMED, il s'agit de revenir sur les enjeux entourant la lutte contre les disparitions forcées dans le bassin euro-méditerranéen, et plus largement, à travers le monde. DEVOIR DE VÉRITÉ se veut être un instrument de sensibilisation sur les disparitions forcées mais également de réflexion sur ces problématiques.

Ce dixième numéro est une édition spéciale consacrée à l'importance de la mémoire dans le combat contre les disparitions forcées et l'impunité.

-

**FÉDÉRATION EURO-MÉDITERRANÉENNE CONTRE
LES DISPARITIONS FORCÉES (FEMED)**

-

Adresse : 112, rue de Charenton, 75012, Paris, France

Téléphone : + 33 (0) 1 42 05 06 22

Mobile : + 33 (0) 7 60 21 06 22

Email : secretariat.femed@disparitions-euromed.org

Site internet : www.disparitions-euromed.org

Facebook : www.facebook.com/disparitions.euromed

Twitter : twitter.com/FEMEDonlin

Instagram : www.instagram.com/femedonline

-

ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO

Nassera Dutour, Rachid El Manouzi, Lilia Khelfaoui...

-

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION

Nassera Dutour

-

CONCEPTION GRAPHIQUE ET MISE EN PAGES

www.matthieuplanchais.com

-

IMPRESSION

Ce numéro a été tiré en 250 exemplaires

SOMMAIRE

I - ÉDITORIAL	4
II - HOMMAGE À ANNIE-FRANCE BERTHOD	6
III - LA PAROLE AUX VICTIMES	7
> Témoignage de Nadjat Hachichou (Liban)	7
IV - LA PAROLE AUX EXPERTS	9
> Núria Carreras - <i>Archivistes sans frontières : les efforts de récupération des documents liés aux disparitions forcées</i>	9
> Natasa Iakovou - <i>Témoignage de l'association « Truth Now » au sein d'une Chypre meurtrie luttant avec son passé</i>	12
V - LES ACTIVITES DE LA FEMED	16
1. Mission de plaidoyer à Genève, 16-18 mai 2016	16
2. Formation à Banjul, 20-21 octobre 2016	17
3. Mission de plaidoyer à Genève, 10-11 mai 2017	18
4. Commémoration de la journée internationale des victimes de disparition forcée, 1-2 septembre 2017	20
VI - DES NOUVELLES DE NOS ASSOCIATIONS MEMBRES	22
1. Liban - « Comité des familles de personnes disparues ou kidnappées »	22
2. Serbie - « Association of families of kidnapped and missing persons from Kosovo and Metohija »	24
3. Espagne - « Association pour la récupération de la mémoire historique de la Catalogne »	25
4. Maroc - « Comité de coordination des familles de disparu(e)s au Maroc »	26
5. Algérie - « Collectif des familles de disparus en Algérie - SOS Disparus »	28
6. Libye - « Human Rights Solidarity »	29
7. Irak - « Al Ata'a for Human Rights »	31

EDITORIAL

Utilisée par de nombreux États, la pratique de la disparition forcée n'a cessé de croître ces dernières années partout dans le monde, et particulièrement dans la région euro-méditerranéenne. Pourtant, la disparition forcée est un crime continu, un crime contre l'humanité, privant ses victimes de liberté et leurs familles de toutes informations. De plus d'être une violation très grave des droits humains de la victime, cette pratique laisse des milliers de familles dans le désespoir et dans l'attente insoutenable d'obtenir des nouvelles de leurs proches. C'est pour éviter à d'autres familles de connaître ce sort tragique que la FEMED lutte depuis dix ans maintenant contre cette pratique.

Pourtant, les premiers mois de l'année 2017 furent particulièrement inquiétants pour la protection des droits de l'Homme et la lutte contre les disparitions forcées. L'instabilité politique, le dysfonctionnement des systèmes judiciaires ainsi que le climat permanent d'insécurité autour de la zone méditerranéenne n'a fait qu'augmenter de manière considérable le nombre de disparus et le désarroi des familles de victimes.

La situation est particulièrement alarmante en Libye où la crise à laquelle fait face le pays a entraîné un effondrement généralisé de

l'ordre public, une augmentation du nombre de groupes armés et de milices ainsi qu'une montée vertigineuse de la violence et des violations extrêmes des droits de l'Homme. Bien qu'il soit difficile d'obtenir des statistiques réellement représentatives du phénomène des disparitions forcées dans le pays, des milliers de personnes sont depuis 2011 venues rallonger la liste déjà trop grande des disparus en Libye.

En Syrie, le constat est plus qu'amer, il dépasse l'entendement. Les disparitions forcées sont utilisées comme une arme de guerre par tous les belligérants. Plus de 65 000 personnes ont disparu entre mars 2011 et août 2015. Un marché noir des disparitions forcées est même apparu face au refus des autorités de divulguer des informations sur leurs détenus aux familles et amis des victimes, qui doivent alors payer des intermédiaires afin d'obtenir une partie de la vérité sur le sort de leurs proches.

La situation se dégrade aussi en Égypte depuis la prise de pouvoir du président Abdel Fattah Al-Sissi et de la déclaration de l'état d'urgence. Des centaines de personnes ont été victimes de disparitions forcées, y compris des étudiants, des militants politiques et des adolescents. Selon certaines ONG locales, ce serait entre 4 et

5 personnes par jour en moyenne qui seraient arrêtées par l'Agence Nationale de Sécurité égyptienne.

La situation des défenseurs des droits de l'Homme demeure aussi extrêmement inquiétante dans beaucoup de pays du pourtour méditerranéen. C'est notamment le cas en Turquie où un décret a fait fermer des centaines d'associations de protection des droits de l'Homme, y compris deux associations membres de la FEMED, et où les autorités ont arrêté sans aucune raison valable des dizaines de défenseurs des droits de l'Homme. La FEMED condamne fermement ces attaques injustifiées centrées sur les défenseurs des droits de l'Homme et appelle chaque pays de la région à respecter les droits de l'Homme, la liberté d'expression et la liberté d'association.

Toutefois, le vent tourne sur la cause des disparitions forcées et l'espoir d'un renouveau se voit resurgir grâce à la nomination de plusieurs activistes des droits de l'Homme au sein d'instances nationales et internationales. La récente élection de notre partenaire iraquien Ali Albayati en tant que membre de la commission iraquienne des droits de l'Homme, ainsi que l'élection d'Horacio Ravenna, notre collègue de l'ICAED, en tant que membre du comité des Nations Unies sur les disparitions forcées, vont ainsi insuffler un nouvel élan à notre combat contre les disparitions forcées.

Aussi, il est important de se rappeler que la mémoire est la plus puissante arme que l'on puisse détenir contre l'impunité et pour garantir la non-répétition de ces actes inhumains. Comme le disait Elie Wiesel, survivant de la shoah et prix Nobel de la paix, « le bourreau tue toujours deux fois, la seconde fois par l'oubli ». Bien qu'il soit parfois plus facile de laisser le passé derrière soi, seule la mémoire peut garantir que l'histoire ne se répète pas. Car se souvenir de ces périodes sombres du passé, c'est aussi se souvenir de toutes ces victimes afin que plus aucune famille n'ait à subir le chagrin immense qui est de perdre un être cher.

En matière de disparition forcée, ce devoir de mémoire est d'autant plus important que le sort de ces victimes est encore aujourd'hui inconnu. Ainsi, les oublier reviendrait à signer tout simplement leurs arrêts de mort. C'est pourquoi la FEMED lutte depuis dix ans afin qu'aucune victime ne soit oubliée et que la vérité soit révélée, pour que les familles de disparus puissent enfin se reconstruire. La FEMED tient donc à consacrer ce numéro 10 de la revue « Devoir De Vérité » à l'importance de la mémoire et à toutes ces personnes qui ont lutté toutes leurs vies afin qu'aucune victime ne soit oubliée. ●

Lilia Khelfaoui
Chargée de programme à la FEMED

HOMMAGE À ANNIE-FRANCE BERTHOD

La Fédération Euro-méditerranéenne contre les Disparitions Forcées (FEMED) a l'immense tristesse de faire part de la perte de son amie Annie-France Berthod, militante infatigable des droits de l'Homme et trésorière de la FEMED.

Annie-France nous appartenait un peu à tous, surtout à ceux qui ont eu le privilège de la côtoyer de près et d'apprécier ainsi sa gentillesse et sa générosité.

Annie-France aimait profondément l'Algérie. Elle avait épousé la cause des disparus en s'associant depuis plusieurs années au combat de leurs proches, s'impliquant de près dans les activités de la FEMED et de

son association membre, le CFDA. Elle n'hésitait pas à participer aux rassemblements des familles de disparus, en connaissance de cause, ce qui lui a coûté d'être interpellée

et interrogée sur sa présence auprès des familles de disparus. Ces intimidations ne l'ont pas empêchée de continuer son soutien aux familles de disparus et leur combat.

La FEMED compatit très sincèrement à la douleur de tous ceux, très nombreux, qui

l'ont aimée et adresse à ses proches ses plus sincères condoléances.

Repose en paix Annie-France, nous t'aimons et resterons fidèles à ta mémoire. ●



LA PAROLE AUX VICTIMES

Témoignage de Nadjet Hachichou

Liban

Moi, Nadjet Hachichou, je suis l'épouse du disparu Mohiyddine Hachichou, qui a été enlevé de chez lui, en plein jour, en présence de tous les membres de sa famille, par la force des armes, le 15 avril 1982, le lendemain de l'assassinat de Bachir El Djamil.

La situation était tendue sous le joug de l'occupation israélienne, dans la région de Saida et ses alentours. Les hauts parleurs

de l'ennemi israélien appelaient à ne pas se rassembler ou circuler. Aux environs de 11 heures du matin, nous avons été surpris par une force militaire d'environ 20 personnes, dont certains parmi eux étaient en tenue militaire, et composée de 2 véhicules civils et d'un véhicule militaire portant des drapeaux partisans et des insignes. Ils ont pris d'assaut la maison et ont demandé à mon mari de les accompagner pour les besoins d'une enquête, avec la promesse de le ramener une demi-heure après

à la maison. L'un des hommes muni de son arme de guerre s'est même tourné vers mon époux en disant : « Dites à votre femme de ne pas pleurer, ni crier, ni consulter quiconque. Une demi-heure pour enquêter et on le rend ». Il n'est jamais revenu.

Commença alors le périple de la souffrance, à chercher et rechercher, en tant que mère seule avec 4 enfants, dans un climat de frayeur et terreur sous l'invasion

” Commença alors le périple de la souffrance, à chercher et rechercher

israélienne, un couvre-feu et des coupures des lignes téléphoniques. Pourtant, je me suis considérée citoyenne, obéissant à la loi.

J'ai essayé de contacter quelques amis de mon époux, ils me conseillèrent de patienter. Ils vont enquêter et il reviendra, comme cela s'est déjà passé avec d'autres. De ne pas céder à la pression pour préserver sa sécurité. On est resté ainsi jusqu'à ce que je décide d'ester une action en justice, en 1991.

J'ai recouru à la justice afin de m'aider à élucider ce qui s'était passé, ainsi que le sort réservé à mon époux. Évidemment, la justice était à l'arrêt, et tout le monde était

sous le choc de l'occupation et de la tyrannie des agents de la répression. Après tant de souffrance, je n'ai reçu aucune réponse de la part des concernés par cette affaire. Je me suis alors appliquée à entamer des recherches, avec mes moyens modestes, pour savoir ce qui s'est passé.



Nadjet et Mohiyydine Hachichou, entourés de leurs quatre enfants, lors d'une sortie en famille

Commença alors la deuxième traversée douloureuse, avec les nombreuses audiences au palais de justice, auxquelles j'ai assisté pour la plupart, pendant 23 ans. J'ai parfois attendu pendant des heures interminables pour que soit annoncé le report à une date ultérieure. Je crois que c'est l'un des plus longs procès dans la république libanaise, ainsi que la seule affaire ayant accédée à la justice parmi les 17000 cas de personnes enlevées et disparues.

J'ai présenté cette requête en expliquant l'incident de l'enlèvement, en précisant le type de véhicule et les personnes qui ont pris d'assaut la maison. J'ai présenté plusieurs témoignages et formulaires. J'ai informé la justice de certains noms qui ont participé à l'opération d'enlèvement, après que quelques voisins et amis me les aient fournis, comme affirmation de la véracité de ce que j'avais présenté. J'ai même en ma possession un enregistrement sonore de l'un des parents d'un

des accusés, en présence d'une personnalité politique de Saida, où il relate l'opération de l'enlèvement. Chose qui n'a pas été relevée sérieusement par l'enquête ou même pris en considération.

Nous avons demandé à l'État d'agir grâce à ses prérogatives afin d'élucider tous les crimes de guerre et d'informer la population de ce qui s'est passé... Puis l'État a promulgué une loi d'amnistie pour les criminels.

Les proches des personnes enlevées n'ont-ils pas le droit que l'État leur attribue particulièrement une loi qui préserve leurs droits et le sort de leurs proches enlevés ? Est-ce équitable que celui qui a causé du mal vive dans la paix et la stabilité alors que les proches de disparus persistent à souffrir de tourments psychologiques et d'angoisses permanentes ?

Je vous remercie tous et j'espère que la délivrance est proche. J'aimerais adresser mes remerciements à l'avocat humaniste et loyal, Maître Saghia, ainsi qu'à la commission des familles de disparus, qui sont restés à mes côtés durant cette épreuve, pendant 31 ans. Un grand merci à tous ceux qui m'ont soutenu, amis et journalistes, pour leur grande patience et accompagnement durant toutes les étapes du procès. ●

LA PAROLE AUX EXPERTS

Núria Carreras

Archivistes sans frontières :
les efforts de récupération des
documents liés aux disparitions
forcées

« La guerre n'implique pas seulement la saisie des biens, des personnes et des territoires : cela nécessite aussi d'effacer la mémoire de l'adversaire, ses souvenirs, les raisons qui soutiennent son identité et le pousse à résister, à se battre, à vivre. Dans ce sens, la destruction des bibliothèques, des musées et des archives n'est pas seulement un objectif de guerre : c'est une stratégie de destruction. »
Edgardo Civalierro.

Les dictatures sont caractérisées par l'emprisonnement, la torture, et le meurtre ni puni ni juste, mais aussi par l'utilisation de la stratégie des disparitions forcées afin de terroriser l'opposition et créer une angoisse psychologique permettant de soumettre la population. Pendant les années 1970 et 1980, des pays tels que l'Argentine, le Chili, le Paraguay, le Salvador, la Colombie et surtout

le Mexique, ont établi des régimes dictatoriaux et ont mis en œuvre une répression systématique qui a fait disparaître une bonne partie de la population. D'un autre côté, il est aussi pertinent de mentionner le cas d'environ 30.000 enfants volés pendant la guerre et l'après-guerre en Espagne, ainsi que environ 100.000 personnes disparues lors de leur combat pour la liberté et la démocratie, ce qui malheureusement est une pratique qui a été utilisée dans beaucoup d'autres pays.

” *La guerre n'implique pas seulement la saisie des biens, des personnes et des territoires*

Dans ce sens, les archives, faisant partie intégrante et essentielle des pays, de leur identité, de leur culture, de leur héritage et de la réflexion du pouvoir de l'État,

deviennent des objectifs prioritaires en temps de guerre. L'élimination de la documentation ou le blocage de son accès mènerait à une amnésie collective, à la tentative de laisser ses événements dans l'oubli sans que la responsabilité des coupables ne soit retenue pour ces crimes.

En 1993 la Conférence Internationale de la Table Ronde

des Archives (CITRA) a consenti à la création d'un groupe de travail pour étudier les archives des services étatiques de sécurité de ces régimes répressifs qui ont lentement disparu à la fin de la décennie. Le groupe de travail a été mis en place en janvier 1994 dans le but de préserver l'héritage documentaire qui pourrait servir à exiger la responsabilité et à assurer la mémoire collective et sociale. Avec cela, il faut rappeler l'élan que les associations de défense des droits de l'Homme ont réalisé pour l'exercice des droits individuels et la défense de la mémoire collective.

Au fil du temps, les archives ont été les victimes de guerres, de cambriolages et de destructions intentionnelles, comme cela a été le cas lorsque les Nations Unies ont dénoncé le vol et l'incinération d'archives de l'ONG Pro Busca, fondée en novembre 2013 dans le but de trouver des personnes disparues pendant le conflit armé au Salvador. Selon des déclarations non-officielles, près de 8.000 personnes ont disparu pendant la guerre civile qui a déchiré le pays entre 1980 et 1992, laissant 80.000 victimes après la confrontation entre l'armée gouvernementale et le Front de Libération Farabundo Martí National (FMLN). Aussi d'importance, le rapport du Groupe de travail des Nations Unies sur les disparitions forcées ou involontaires a, après sa visite en Espagne en 2013, conclu et averti que les obstacles à l'accès à l'information et aux archives sont un réel problème pour les victimes

dans leurs démarches pour obtenir la vérité. En Espagne, le cas des « enfants volés » pendant la guerre et la période d'après-guerre, environ 30.000, est encore en suspens, tout comme les environ 100.000 personnes disparues pour s'être battues pour la défense de la liberté et de la démocratie.

Archives Sans Frontières (AsF), créée en 1998 à Barcelone, est une organisation à but non-lucratif défendant les droits de l'Homme, constituée d'archivistes bénévoles qui collaborent dans le développement de projets de coopération dans le domaine de l'archivage et de l'héritage documentaire.



Guerres, catastrophes naturelles, intérêts politiques, pauvreté et ignorance ou négligence sont les principales menaces à la bonne conservation de l'héritage documentaire, notamment au sein des pays en développement, où les ressources pour de telles actions sont manifestement insuffisantes. À propos de l'importance de protéger l'héritage documentaire pour la mémoire collective et individuelle, de déparasiter les responsabilités et de réparer les victimes, AsF a participé à de nombreux projets tels que :

L'Archive de la Terreur au Paraguay (1954-1989). En décembre 1992 des

documents ont été retrouvés et ont procuré un schéma documentaire des origines, objectifs et organisation de l'Operativo Cóndor. Les prétendus « Fichiers de l'Horreur » détaillent le sort de centaines, peut-être milliers, de personnes d'Amérique Latine secrètement enlevés, torturés et assassinés par les régimes de droite dans les années 1970, confirment l'existence d'une conspiration sanglante entre les services d'Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Paraguay et Uruguay pour poursuivre et éliminer les opposants politiques indépendamment des frontières nationales et démontrent enfin l'implication des États Unis dans les services de force répressive dans le Cône Sud, notamment – mais pas seulement – au Paraguay.

Actuellement, six hauts dirigeants de la police paraguayenne et un général sont en prison grâce aux informations contenues dans ces fichiers. Ainsi, avec la conservation de cette archive il est possible de reconstruire la mémoire historique, l'indemnisation des victimes et la purification des responsabilités.

L'Archive Historique de la Police Nationale du Guatemala. En 2005, beaucoup d'entrepôts abandonnés de la police nationale ont été découverts à Guatemala, et l'un d'entre eux abritait le dossier complet de la Police

Nationale Guatémaliennne. À partir de ce moment, et dès lors que des documentations attestent d'activités directement reliées aux violations des droits de l'Homme et sont réellement susceptibles d'être détruites, le Procureur des droits de l'Homme Guatémalien peut reprendre le contrôle de ce dossier. Ils ont commencé une série d'actions en rapport avec

” *L'archive est l'unique témoignage permettant de connaître l'envergure de la tragédie que le Guatemala a vécu*

ce dossier afin de retrouver la mémoire de la répression vécue par le peuple Guatémalien, si mal traité dans les dernières décennies du vingtième siècle par des destructions régulières de masse de la part de

l'Armée et de la Police Nationale. L'archive est l'unique témoignage permettant de connaître l'envergure de la tragédie que le Guatemala a vécu, et comment cela a affecté la population, ainsi que permettant d'être en mesure d'exiger les responsabilités équivalentes.



Peu importe si les disparitions forcées sont récentes, comme cela est le cas en Syrie ou au Mexique, ou si cela s'est produit il y a quelques décennies, comme en Espagne, au Guatemala ou au Paraguay entre autres. Le manque d'accessibilité et la déclassification de la documentation peut mener à la violation de l'exercice des droits individuels tels que la réadaptation, l'indemnisation et la réparation ou la restitution des propriétés confisquées. Un certificat de décès peut nier l'option permettant d'obtenir une aide économique ou une pension, mais aussi la récupération des propriétés personnelles confisquées par l'ancien régime. Bien que la demande d'ouverture des archives et d'accès à l'information a été fondamentale pour l'exercice de la justice et de l'indemnisation, à ce jour, grâce au Comité contre les disparitions forcées et au Groupe de travail sur les disparitions

forcées ou involontaires, les Nations Unies (NU) continuent à appeler les gouvernements à rendre les archives accessibles, y compris militaires, qui pourraient contenir des informations concernant la localisation des victimes disparues.

Quelques gouvernements démocratiques ont adopté des législations sur la mémoire historique et les disparitions forcées, mais souvent ces lois sont nées sans le budget ou l'intention politique suffisante pour que la réparation des victimes et de leurs familles devienne une réalité. Il existe des éléments pour renverser cette situation, la Justice Universelle, les programmes d'identification génétique, l'ouverture et le réel accès à la documentation. Mais il est nécessaire pour cela que les gouvernements parient courageusement sur la vérité, la transparence et la justice. ●

Natasa Iakovou

Témoignage de l'association
« Truth Now » au sein d'une Chypre
meurtrie luttant avec son passé

Des années ont passé et les blessures sont toujours ouvertes à Chypre. Le traumatisme qui a affecté les individus et la société dans son ensemble a été regrettamment laissé dans

l'obscurité. Cette conclusion décevante renforce les efforts de notre organisation non gouvernementale (ONG), « Truth Now », à travailler sans relâche afin de réaliser ses objectifs.

www.truthnowcyprus.org

« Truth Now » est une ONG grecque et chypriote fondée en 2007 afin d'entreprendre tous les efforts pour la détermination du

sort des personnes disparues à Chypre durant les troubles inter-communautés (1963-1964) et l'invasion turque de 1974, ainsi qu'afin de guérir les blessures des proches et promouvoir le droit à la vérité en tant que droit individuel et social.



Au sein d'une situation transitionnelle et délicate, où aucun accord politique n'a encore été obtenu, « Truth Now » a pris des initiatives variées au sein d'une même communauté mais aussi au niveau inter-communauté. L'association maintient une interaction et une coopération étroite avec le monde académique, les institutions nationales et internationales, les parties prenantes, la société civile et les familles de personnes disparues.

Entre autre chose, « Truth Now » publie des communiqués chaque année à l'occasion de la journée internationale pour les victimes de disparition forcée ainsi que de la journée des droits de l'Homme, et commente les récents développements apparaissant dans l'actualité, dans le but de sensibiliser et encourager la discussion sur le sujet. L'association est aussi en

septembre 2017 intervenue en tant que partie intéressée au sein de procès devant le Comité des ministres du Conseil de l'Europe concernant les mesures générales pour l'exécution des jugements de la Cour européenne des droits de l'Homme, dans les affaires affectant les personnes disparues contre la Turquie, c'est-à-dire Chypre c. Turquie et Varnava et autres c. Turquie.

L'association a aussi entrepris des activités de lobbying sur un certain nombre de sujets, y compris pour permettre des fouilles de lieux de sépultures dans les zones de Chypre qui ne sont pas sous le contrôle effectif de la République de Chypre ainsi que dans les zones qui le sont. Elle a aussi exercé son lobbying pour que la République de Chypre ratifie la convention des Nations Unies pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, en exerçant des pressions sur le parlement et le ministère de la justice ainsi qu'en participant aux forums internationaux en tant que membre de la Coalition internationale contre les disparitions forcées (ICAED).

Dans le contexte de la sus-mentionnée Convention, le droit à la vérité a été codifié (article 24). Ayant évolué, celui-ci comprend non seulement le droit pour les proches de personnes disparues d'être informés sur les circonstances de la disparition, le sort de la personne disparue, le progrès et les résultats de

l'enquête, mais aussi le droit à obtenir réparation et le devoir de mémoire.

Le droit à obtenir réparation, lorsqu'analysé sur une base collective, implique de prendre des mesures afin de se conformer au devoir de mémoire. À cet effet, nous exerçons des pressions sur les gouvernements impliqués (chypriote et turque) afin de procéder, entre autres, à la reconnaissance formelle de leur responsabilité, grâce à des déclarations officielles qui pourrait restaurer la dignité des victimes et même grâce à l'édification de monuments.

” Nous exerçons des pressions sur les gouvernements impliqués afin de procéder (...) à la reconnaissance formelle de leur responsabilité

En particulier, « Truth Now » a, à plusieurs occasions, suggéré l'édification d'un monument pour la Victime Inconnue. Un monument où toutes les victimes de manières indiscriminées, qui ont souffert directement ou indirectement des atrocités de n'importe quel groupe gouvernemental ou non-gouvernemental, pourraient s'exprimer. Une victime sans appartenance ethnique, mais seulement un symbole de l'être humain qui a souffert contrairement

aux principes fondamentaux des droits de l'Homme. Cela n'aurait pas seulement le but d'honorer et de restaurer la dignité des victimes mais servirait aussi de monument pour la mémoire. Ainsi, la société n'oubliera pas et se confrontera à son passé, soulignera son devoir en tant que société de garantir la non-répétition de tels événements.

« Truth Now » envoie régulièrement des lettres au parlement de la République de Chypre, ainsi qu'aux ministères pertinents, afin de demander des informations et de la transparence mais aussi l'accessibilité aux archives disponibles, qui devraient être disponibles pour toute la société en tant que droit social de savoir et devoir étatique de mémoire. « Truth Now » est d'avis que les archives disponibles doivent être préservées, notamment lors des périodes de transition comme celle dans laquelle se trouve Chypre. Malheureusement, il semble qu'il n'y ait pas de cadre adéquat mis en place pour garantir cette protection.

« Truth Now » a aussi proposé un amendement des termes de référence de l'existant Comité pour les personnes disparues (CMP) (qui a été fondé sous les auspices des Nations Unies) pour son amélioration en une Commission de vérité pour les personnes disparues (TCMP). Cela devient nécessaire puisque le mandat du CMP est limité : le CMP n'opère que de manière confidentielle, n'enquête pas, n'établit pas la

cause de la mort, n'attribue pas la responsabilité et n'a pas un libre accès à l'entièreté de l'île. Il ne répond alors pas à la norme pour être une solution efficace et ne se conforme surement pas au devoir de mémoire puisqu'il n'aide pas à la protection de la mémoire et des preuves.

« Truth Now » coopère aussi avec des organisations recherchant la découverte de la vérité historique ainsi que la restauration de la vérité. En particulier, « Truth Now » a récemment co-organisé avec la Fondation Andreas Armeftis et participé à la discussion publique sur le thème : « Le Passé : Un Défi pour le Futur ». Comme il a bien été mentionné, les connaissances d'un peuple sur l'histoire de son oppression fait partie de son héritage et en tant que tel se doit d'être préservé par des mesures appropriées.

Il est regrettable que Chypre n'ait pas confronté son passé mais ait au contraire évité de le faire, alors

que la mémoire du passé violent peut être une source de haine et de sentiments de revanche. La mémoire peut aussi être sélective et interprétative. C'est pourquoi il est important de conserver les preuves et les archives, et de confronter le passé le plus tôt possible. Il est peu probable qu'un traumatisme ouvert puisse se guérir sans se souvenir ou se confronter à son passé. Le silence n'est pas la réponse, l'honnêteté l'est. Oublier n'est pas la réponse, se souvenir l'est.

Comme mentionné dans le dernier communiqué de « Truth Now » à l'occasion de la journée internationale pour les victimes de disparition forcée : « Le passé ne peut pas être modifié et ne peut pas non plus être enterré. La vérité doit être révélée afin d'atteindre la paix au sein de la société, des âmes et des esprits de ceux qui ont souffert pendant des années, y compris les proches des personnes disparues ». ●



LES ACTIVITÉS DE LA FEMED

1. Mission de plaidoyer à Genève, 16-18 mai 2016



Du 16 au 18 mai 2016, la FEMED a organisé une mission de plaidoyer à Genève coïncidant avec la 109^{ème} session du Groupe de Travail contre les Disparitions Forcées ou Involontaires (GTDFI). Cette mission visait essentiellement à rencontrer différentes instances onusiennes afin de leur faire part de la situation des disparitions forcées, et plus généralement des droits de l'Homme, dans les pays de la région Euro-Méditerranée tout en consolidant les liens entre les Nations Unies et la FEMED.

” Replacer sans cesse la question des disparitions forcées dans l’agenda onusien (...) est la priorité de la FEMED

Pour l'occasion, la FEMED a invité plusieurs représentants de ses associations membres dans le but d'apporter un témoignage aussi précis et concret que possible aux différentes institutions des Nations Unies rencontrées. L'Algérie (à travers le CFDA), l'Irak (à travers Al'Ata for Human Rights), la Libye (à travers Human Rights Solidarity), le Maroc (à travers l'APADM) et la Syrie (à travers le témoignage d'une victime venue de Damas) étaient ainsi représentés durant cette mission.

Replacer sans cesse la question des

disparitions forcées dans l'agenda onusien, non seulement au sein du GTDFI mais aussi d'autres instances telles que le Conseil des droits de l'Homme ou le Groupe de travail sur la discrimination contre les femmes, est la priorité de la FEMED. Ainsi, lors de ces missions, les victimes et défenseurs des droits de l'Homme ont l'opportunité de s'exprimer et de raconter la dure réalité dans leurs pays respectifs.

Parmi les points abordés lors de cette mission, une attention particulière a notamment été portée sur la condition des femmes dans

ces pays en crise, souvent privées de leurs droits les plus basiques. La situation des civils, piégés au milieu de la guerre en Irak, Syrie et Libye a aussi beaucoup été évoquée afin de faire comprendre aux Nations Unies l'urgence à agir. Enfin, la question de l'impunité est revenue de manière récurrente au sein des débats, comme un phénomène se retrouvant malheureusement dans presque tous les pays de la région Euro-Méditerranéenne où les disparitions forcées et les persécutions des familles de victimes sont monnaie courante. ●

2. Formation à Banjul, 20 et 21 octobre 2016

En parallèle de la 59^{ème} session de la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples (CADHP), organe de l'Union Africaine (UA), la FEMED a organisé une formation à Banjul, en Gambie, le 20 et 21 octobre 2016. Cette formation à destination des défenseurs des droits de l'Homme africains, souvent mal informés et menacés par les disparitions forcées, s'est concentrée sur le thème de la « vérité et justice pour les disparus ». La République Démocratique du Congo, le Burundi, la Côte d'Ivoire, le Maroc et la Tunisie étaient représentés lors de cette formation.

Afin d'apporter les outils nécessaires aux militants présents

pour lutter contre toute forme de répression et de violation des droits de l'Homme, et notamment contre les disparitions forcées, cette formation a traité plusieurs aspects cruciaux. Allant des normes et mécanismes africains de protection des droits de l'Homme jusqu'aux stratégies de mobilisation des ressources financières, documentation, saisine régionale et internationale, et soumission des cas de disparition forcée, cette formation a permis le renforcement considérable des capacités des associations africaines représentées.

Associant la théorie à la pratique, les participants ont aussi eu l'opportunité de rédiger une

déclaration appelant les États membres de l'Union Africaine à libérer toutes les personnes disparues qui sont encore détenues arbitrairement et à éradiquer définitivement le phénomène des disparitions forcées sur le continent. Travaux de groupe, participation au *side event* organisé afin d'attirer

l'attention de la communauté régionale sur les risques et menaces encourus par les défenseurs des droits de l'Homme au quotidien, et observation de l'ouverture de la 59^{ème} session de la CADHP étaient aussi au programme de cette mission. ●



3. Mission de plaidoyer à Genève, 10 et 11 mai 2017

Le 10 et 11 mai 2017, la FEMED a organisé une mission de plaidoyer auprès des Nations Unies à Genève. Coïncidant avec la 112^{ème} session du Groupe de Travail contre les Disparitions Forcées ou Involontaires (GTDFI), cette mission a permis d'insister particulièrement sur la situation des disparitions forcées et des droits de l'Homme en Libye. En partenariat avec son association membre libyenne *Human Rights Solidarity*, la FEMED a invité des militants des droits de l'Homme ainsi qu'une

victime libyenne de disparition forcée, exilée actuellement à Londres, à venir témoigner de leurs expériences. Après avoir relayé les revendications des associations membres de la FEMED ne pouvant pas être présentes et soumis des cas de disparitions forcées au GTDFI, la délégation a eu l'opportunité de rencontrer plusieurs instances onusiennes et représentations étatiques.

Le rendez-vous avec le secrétariat du Comité sur les disparitions

” L’association libyenne a déjà soumis des dizaines de cas de disparitions forcées pourtant aucune réaction du gouvernement ne s’en est suivie

forcées a été une rencontre phare de cette mission, permettant aux invités Libyens d’exposer plus en détails la situation actuelle en Libye, et notamment la recrudescence de la pratique des disparitions forcées depuis 2014. La perte de contrôle des autorités libyennes, l’augmentation des milices armées commettant des violations graves des droits de l’Homme à l’encontre des civils, les détentions arbitraires récurrentes et l’impunité régnante ne fait qu’aggraver la situation dans le pays. L’association libyenne membre de la FEMED a déjà soumis des dizaines de cas de disparitions forcées au GTDFI depuis 2014, pourtant aucune réaction du gouvernement ne s’en est suivie. Si le Comité déploie beaucoup d’efforts de plaidoyer afin que chaque État ratifie la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, ceux-ci sont néanmoins encore très nombreux à ne pas la ratifier, ni même la respecter.

Cette mission a aussi permis la rencontre cruciale avec le Conseil des droits de l’Homme, le Groupe de travail sur la détention arbitraire, le Groupe de travail contre les disparitions forcées ou involontaires, la mission permanente de la Suisse auprès des Nations Unies, le desk Libye du Haut-Commissariat aux droits de l’Homme et la rapporteuse spéciale sur le droit de réunion pacifique et la liberté d’association. Chacun explorant une facette différente de la situation en Libye, ces réunions ont permis de mettre en lumière les difficultés sur le terrain tout en demandant le soutien des Nations Unies. La situation inquiétante dans d’autres pays de la région Euro-Méditerranéenne a aussi été abordée en profondeur lors de ces réunions, et notamment la situation de la Turquie où deux des associations membres de la FEMED ont été fermées par décret et la présidente de l’une d’elle arrêtée arbitrairement. ●



4. Commémoration de la journée internationale des victimes de disparition forcée, 1^{er} et 2 septembre 2017



A fin de commémorer le sort de toutes les victimes de disparition forcée et de leur famille, les Nations Unies ont déclaré le 30 août comme étant la journée internationale des victimes de disparitions forcées. Pour cette occasion, la FEMED en partenariat avec Amnesty International France, le Collectif des Familles de Disparus en Algérie, l'Association des Parents et Amis de Disparus au Maroc, la Forum Marocain pour la Vérité et la Justice, le Collectif argentin pour la mémoire et le Collectif Paris-Ayotzinapa ont organisé deux événements. En parallèle, une campagne sur les réseaux sociaux a été lancée où la FEMED a pu poster chaque jour une histoire d'un disparu.

Le 1^{er} septembre, une centaine de personnes ont pu assister à la conférence organisée sur le

thème de la « vérité et justice pour les familles de disparus ». Entrecoupée de projections vidéo, cette conférence a permis l'intervention de plusieurs experts et militants des droits de l'Homme. S.E. François Croquette, ambassadeur français des droits de l'Homme, Emmanuel Decaux, ancien président du Comité des disparitions forcées des Nations Unies, et Geneviève Garrigos, ancienne présidente d'Amnesty International France,

” Les Nations Unies ont déclaré le 30 août comme étant la journée internationale des victimes de disparitions forcées.

nous ont fait l'honneur d'ouvrir le débat. Évoquant respectivement l'action diplomatique déployée par la France pour lutter contre la pratique des disparitions forcées, l'importance de ratifier la convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, et l'état des disparitions dans le monde, ces intervenants ont ensuite laissé la parole aux militants de diverses associations.

Des représentants de la FEMED, du Collectif argentin pour la mémoire, du Collectif Paris-Ayotzinapa ainsi qu'un militant des droits de l'Homme égyptien ont alors évoqué la situation des disparitions forcées dans leurs pays respectifs. Du succès des procès en Argentine, à la recrudescence des disparitions forcées en Égypte, jusqu'aux familles de disparus cherchant des fosses communes au Mexique, ces intervenants ont ainsi pu partager avec le public les différentes facettes de la disparition forcée sur le terrain.

Le lendemain, un rassemblement public a été organisé place de la République à Paris. Les organisations partenaires ont installé pour l'occasion des tentes où l'on pouvait voir accrocher des photos de disparus, de leurs familles, de manifestations, mais aussi d'activités de chaque association. Des stands de documentations étaient aussi mis à la disposition du public afin de les informer sur le phénomène des disparitions forcées dans les divers pays représentés.

Après une pause musicale et militante fournie par le Collectif Paris-Ayotzinapa, chaque représentant d'association a pu prendre la parole. Chaque partenaire à cet événement, ainsi que l'association Hijos-Paris et une coordination syrienne, a ainsi pu évoquer son combat respectif pour la vérité et la justice, transformant ainsi cet événement aux yeux du public en une source précieuse d'information sur les disparitions forcées à travers le monde. ●



DES NOUVELLES DE NOS ASSOCIATIONS MEMBRES

1. Liban - « Comité des familles de personnes disparues ou kidnappées »

Plus de 25 ans après la fin de la guerre du Liban et suite au manque de volonté constant d'incriminer les responsables des violations des droits de l'Homme, l'association « Comité des familles de personnes disparues ou kidnappées » a lancé le 13 avril 2017 une pétition nationale pour les disparus. Cette pétition fait suite à la déclaration du Conseil d'État libanais qui a affirmé que les parents de disparus avaient un droit inaliénable à connaître le sort de leurs proches.

Ainsi, cette pétition, dont le nombre de signatures collectées a été l'événement central de la commémoration de la journée internationale des victimes de disparition forcée du 30 août, demande fermement à l'État libanais au travers de ses pouvoirs exécutifs et législatifs d'adopter une solution scientifique et acceptable. Cette campagne nationale a permis de mettre en lumière notamment deux nécessités :



- L'importance de collecter et conserver les empreintes biologiques des parents des disparus en vue de l'identification de l'ADN, comme condition préalable à la détermination des identités des disparus ou de leurs restes une fois retrouvés

- La nécessité impérieuse d'adopter le projet de loi prévoyant la création d'une commission nationale indépendante, dotée de pouvoirs adéquats, comme condition essentielle pour pouvoir enquêter sur le sort des disparus et communiquer les résultats de ces recherches à leurs familles.

Envoyée à 31 députés libanais, seulement un d'entre eux a répondu à l'appel et a signé cette pétition.

À l'occasion de la journée internationale des victimes de disparition forcée, l'association a aussi offert aux familles de disparus une chanson touchante et pleine de poésie en l'honneur des 17000 victimes dont on ignore toujours le sort dans le pays. Intitulée « tu n'es ni parti, ni resté » (ولا فليت ولا ضليت), cette chanson reflète la souffrance des parents de victimes de disparitions forcées au Liban et en Syrie depuis la guerre civile. Écrite par Sawen Mortaza et chantée par Chantal Beytar, cette chanson a vocation à être partagée dans l'espoir qu'elle soit entendue partout. Vous pouvez la retrouver, l'écouter et la partager en suivant ce lien :

www.youtube.com/watch?v=EdnJx67k0PE



Enfin, la FEMED souhaite adresser ses félicitations à Wadad Halwani, présidente du « Comité des familles de personnes disparues ou kidnappées », pour sa nomination comme défenseur des droits de l'Homme et de la liberté d'expression du mois de septembre 2017 par le Réseau arabe pour l'information sur les droits de l'homme, la Fondation Maharat, le Centre du Golfe pour les droits de l'homme et le Réseau IFEX. Après l'enlèvement de son mari Adnan Halwani à son domicile en 1982, Wadad Halwani n'a cessé de se battre pour que la vérité apparaisse au grand jour. Elle a réussi à réunir de nombreuses familles de victimes, souvent des femmes, des mères ou des sœurs, et à travers les activités de son association, a transformé les cas individuels de disparition forcée en une cause nationale. Félicitations Wadad, la FEMED est honorée de vous compter comme une grande alliée dans notre cause commune. ●

3. Serbie – « Association of families of kidnapped and missing persons from Kosovo and Metohija »

L'« Association des familles de personnes kidnappées et disparus au Kosovo et Metohija » se bat au quotidien afin de sensibiliser le grand public sur le sort de certaines victimes serbes lors du conflit dans cette région. En particulier, l'association se préoccupe du sort de 540 personnes de nationalité serbe qui ont disparu au Kosovo et Metohija. Pour commémorer le sort de ces victimes, l'association a organisé une conférence le 12 mai 2017 intitulée « nous avons le droit à la vérité et à la justice », à laquelle ont pu assister des familles de disparus. Les représentants de l'association ont saisi cette opportunité afin de demander aux autorités l'ouverture de tous les dossiers, l'assemblage de la base de données ainsi que, après près de deux décennies de recherche, la vérité soit enfin révélée aux familles.

Le 22 juin 2017, l'association a organisé une conférence en partenariat avec une association de victimes du Kosovo. Les délégations des deux associations, des

fonctionnaires du gouvernement local et du gouvernement serbe ainsi que des familles de victimes ont ensuite déposé des couronnes sur le « monument de la Vérité » commémorant toutes les victimes tragiques du district de Kosovska Mitrovica au cours de la période 1998 – 2000. Plusieurs travailleurs de la mine sont encore disparus aujourd'hui, 19 ans plus tard.

Enfin, le 18 juillet 2017, notre association membre serbe a commémoré l'anniversaire de l'enlèvement des Serbes à Orahovac. En effet, en juillet 1998, de nombreux serbes et Roms provenant de Velika Hoča et de Belgrade ont été assassinés dans la municipalité d'Orahovac. Beaucoup d'entre eux sont encore disparus aujourd'hui. En effet, la pratique des disparitions forcées dans la municipalité d'Orahovac a été la première arme utilisée afin de disperser les serbes lors des conflits au Kosovo et Metohija en 1998 et 1999. Cela a été le cas par exemple pour quatorze hommes de la famille Kostic, enlevés du village de Retimlje en une seule journée. ●

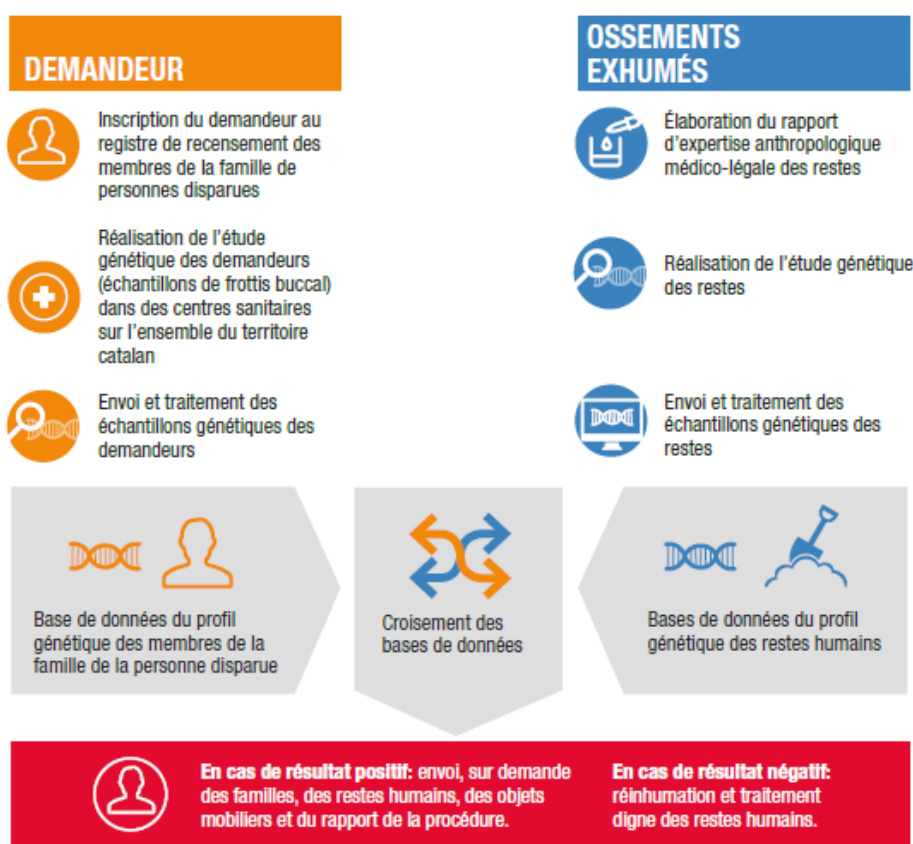


4. Espagne – « Association pour la récupération de la mémoire historique de la Catalogne »

L'« Association pour la récupération de la mémoire historique de la Catalogne » salue les efforts considérables entrepris par la Catalogne depuis quelques années dans le traitement des disparitions forcées et de la mémoire. En effet, conformément aux recommandations du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires des Nations Unies et du rapporteur spécial M. Pablo de Greiff, la Catalogne a effectué un véritable travail de fond pour

améliorer la situation des familles de victimes de disparition forcée dans la région.

Ainsi, le gouvernement régional a créé un programme innovant et inédit jusqu'alors dans la région afin d'identifier génétiquement les personnes disparues. Ce programme permet notamment de créer deux bases de données de profils génétiques : une base regroupant les membres de la famille de personnes disparues et une



Procédure du programme d'identification génétique des personnes disparues

base extraite des restes humains de personnes disparues pendant la guerre civile et la dictature franquiste. Ce programme permet ensuite de croiser les informations de ces deux bases de données pour essayer d'établir un lien de parenté et déterminer ainsi des identifications personnelles.

Le gouvernement régional a aussi mis en place en parallèle un plan d'action pour l'année 2017, qui, entre autres, a permis de répertorier des fosses et cimetières où des restes de disparus ont été trouvés à travers la région et de les documenter au sein d'une carte mise à jour régulièrement. Vous pouvez retrouver cette carte et ces informations à l'adresse suivante : fossesirepressio.gencat.cat/fr

Enfin, le parlement catalan a adopté le 4 juillet la loi 11/2017 visant à procurer réparation aux victimes du franquisme. Grâce à cette loi, toutes les décisions

et jugements instruits dans les conseils de guerre, dictés par des raisons politiques ou par le régime de Franco, sont considérés comme nul et non avendus.

Toutefois, si de grandes avancées sont à constater au sein de la Catalogne, ces efforts sont largement insuffisants afin de lutter contre les disparitions forcées dans le pays selon l'« Association pour la récupération de la mémoire historique de la Catalogne ». En effet, les victimes de la guerre civile, de la dictature de Franco, et de l'holocauste nazi, se retrouvent au sein de tout le territoire espagnol, et non pas juste en Catalogne. Ainsi, selon notre association membre, tant que le gouvernement espagnol ne se conformera pas aux recommandations faites par les Nations Unies, la vérité, la justice et la réparation ne seront pas observées pour les victimes espagnoles et leurs familles. ●

5. Maroc – « Comité de coordination des familles de disparu(e)s au Maroc »

Les familles de disparus au Maroc luttent sans relâche depuis les années 1970 pour la vérité, la justice et contre l'impunité. Cette lutte a permis de sauver des dizaines de personnes de l'enfer de la disparition ainsi que de sensibiliser l'opinion publique nationale et internationale sur la réalité des graves violations

des droits humains dans le pays. Toutefois, les autorités marocaines ont continué à minimiser l'ampleur des disparitions forcées dans le pays, en instituant notamment des commissions incapables de réellement faire la lumière sur les cas de disparitions forcées et en imposant aux victimes et à leurs familles des indemnisations sans

aucune garantie pour la vérité et la justice. C'est pour cela que le « Comité de coordination des familles de disparu(e)s au Maroc », à l'instar des mères de la place de Mai en Argentine, a décidé d'organiser un sit-in tous les deux mois afin d'exiger des réponses aux revendications des familles et de mettre fin à l'impunité.

Déjà, le 27 novembre 2016, un sit-in a été organisé devant Derb Moulay CHRIF, un centre où plus de 1300 détenus politiques ont été séquestrés et torturés, commémorant « une mémoire nationale de séquestrations, de disparitions forcées et de détentions politiques au Maroc ». Ce sit-in visait particulièrement à demander la préservation de ce lieu, indispensable afin d'entretenir la mémoire et de rendre hommage aux victimes.



Le 22 janvier 2017, un nouveau sit-in a été organisé afin de révéler « toute la vérité sur les fosses communes pour la justice et la sauvegarde de la mémoire ». En effet, nombreuses ont été les victimes tombées sous les balles des forces de la répression lors des soulèvements populaires d'une dizaine de grandes villes marocaines. Ces victimes ont ensuite été enterrées

clandestinement dans des fosses communes sans qu'aucune information n'ait été donnée aux familles. Ce sit-in était donc l'occasion pour les familles de réclamer encore une fois la vérité auprès des autorités marocaines et de rappeler l'importance de la mémoire afin d'éviter que l'histoire ne se répète.



Enfin, le dernier sit-in en date est celui du 8 juillet 2017 ayant pour thème : « le passé surgit dans le présent, la lutte doit s'amplifier pour que plus jamais ça ». Ce rassemblement public, organisé place des Nations Unies à Casablanca rebaptisée pour l'occasion « Place de la Vérité », coïncidait avec la commémoration du 42^{ème} anniversaire de la tentative d'évasion de 8 disparus du centre de détention secret PF3. Bien que cette évasion ait permis de prouver l'existence de ce centre et la réalité de la disparition forcée dans le pays, tous les évadés ont été par la suite de nouveau arrêtés, et 5 d'entre eux sont encore aujourd'hui considérés comme disparus. Ce rassemblement a permis à ce que ces victimes de disparition forcée, ainsi que toutes les autres victimes dont on ignore encore le sort, ne soient pas oubliées, ni par les autorités, ni par le peuple marocain. ●

6. Algérie – « Collectif des familles de disparus en Algérie – SOS Disparus »

Suite à la tragédie de la décennie 1990, le « Collectif des familles de disparus en Algérie » (CFDA) et « SOS Disparus » n'ont jamais cessé de se battre pour obtenir la vérité et la justice pour les centaines de victimes de disparitions forcées dans le pays. Pourtant, l'Algérie a rapidement adopté une Charte pour la paix empêchant la poursuite des responsables de ces crimes et n'a offert aux familles qu'une indemnisation conditionnée par la délivrance d'un jugement de décès du disparu. Ainsi, lorsque le premier ministre algérien a affirmé que les autorités ont pris toutes les mesures pour le traitement du dossier des disparus, le « CFDA » et « SOS Disparus » ont organisé un rassemblement des familles de disparus le 29 janvier, date anniversaire de l'adoption de la charte. Ce rassemblement a permis de rappeler à la société algérienne qu'aucune volonté politique de traiter la question des disparitions forcées de manière satisfaisante n'a été entreprise et que la Charte pour

la paix adoptée n'a au contraire qu'essayer d'acheter le silence des familles.

Par ailleurs, en Algérie, les femmes jouent un rôle majeur dans la lutte contre les disparitions forcées et l'impunité. Depuis plus de 20 ans, des mères, des épouses, des sœurs et des filles de disparus se mobilisent pour connaître le sort réservé à leurs proches. Pour honorer le combat de toutes ces femmes, le « CFDA » et « SOS Disparus » ont profité de la journée internationale des droits des femmes afin d'organiser un rassemblement à Alger et de rappeler que les femmes ne sont pas seulement victimes mais également actrices de la défense des droits de l'Homme et de la lutte contre l'oubli.

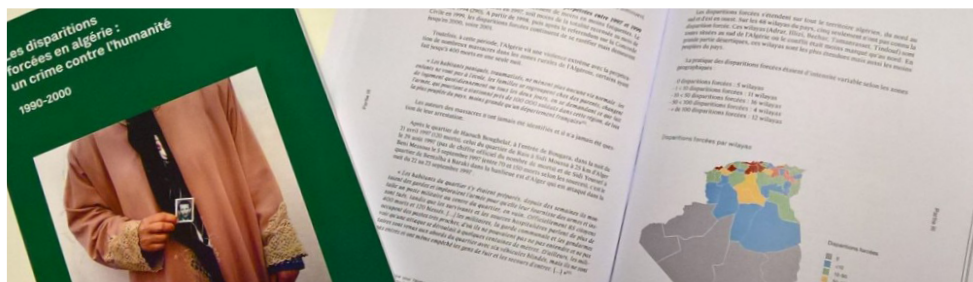
Un autre événement phare de l'année 2017 consistait lui en l'examen périodique universel de l'Algérie devant les Nations Unies. Pour cette occasion, le « CFDA »



et « SOS Disparus » ont organisé plusieurs missions de plaidoyer auprès d'ambassades étrangères en Algérie mais aussi à Genève directement, et en ont profité pour présenter un rapport alternatif devant les instances onusiennes. Ces missions ont été de francs succès puisque plusieurs pays, y compris la France, l'Argentine, l'Espagne, la Zambie et l'Irak, ont invité l'Algérie à prendre les mesures nécessaires pour faire la lumière sur le sort des disparus des années 1990 ainsi qu'à ratifier la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées.

Dernier point, mais non des moindres, le « CFDA » a publié un rapport complet et très documenté, intitulé « les disparitions forcées en Algérie : un crime contre l'humanité, 1990-2000 ». Ce rapport démontre notamment que les circonstances

dans lesquelles les disparitions forcées ont été perpétrées en Algérie dans les années 1990 réunissent les critères conduisant à la qualification de crime contre l'humanité, conformément à l'article 7 du statut de Rome. Ainsi, plusieurs conséquences sont attachées à cette qualification de crime contre l'humanité : imprescriptibilité, interdiction des amnisties et reconnaissance des droits des victimes à des réparations pleines et entières. L'enjeu de la nature du crime est alors primordial puisque c'est celui de la lutte contre l'impunité. Il paraît ainsi nécessaire que les autorités, à la lumière de ce rapport, mènent des enquêtes sur chaque cas, poursuivent les auteurs des disparitions, procurent des réparations intégrales et adéquates aux victimes, et adoptent des garanties de non-répétition de ces crimes. ●



7. Libye – « Human Rights Solidarity »

La tragédie des disparitions forcées persiste en Libye depuis 40 ans maintenant. Le sort de centaines de victimes de disparitions forcées durant le régime de Kadhafi et lors du

massacre de la prison d'Abu Saleem demeure encore inconnu. Pourtant, même après la chute du régime autoritaire de Kadhafi, les graves violations des droits de l'Homme, et notamment la pratique

des disparitions forcées, n'ont pas cessées dans le pays. Certains responsables de ces crimes ont invoqué les circonstances exceptionnelles qui prévalent en Libye, c'est-à-dire l'instabilité politique et l'état de guerre, afin de ne pas être poursuivi, bien que la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées stipule dans son premier article qu'aucune circonstance exceptionnelle ne peut justifier le recours à une disparition forcée. C'est pour lutter contre cette impunité et éviter que les centaines de victimes libyennes ne tombent dans l'oubli que l'association « Human Rights Solidarity » se bat au quotidien.

À l'occasion de la journée internationale contre les disparitions forcées, l'association s'est alors concentré à sensibiliser la société libyenne et internationale sur la réalité des disparitions dans le pays et sur le sort toujours incertain de ces centaines de victimes. Ils ont notamment planté à Tripoli quelques arbres et installé à leur

côté une plaque commémorative où il est inscrit ces simples mots « nous avons planté ces arbres pour se souvenir de ceux qui n'ont plus de voix ». Grâce à un lobbying de l'association auprès de la société de télécommunication et de la poste libyenne, un timbre commémorant les victimes de disparitions forcées en Libye a aussi été publié pour l'occasion.

Enfin, afin de commémorer le sort tragique de 1200 personnes victimes du massacre de la prison d'Abu Saleem, et toujours aujourd'hui considérés comme disparus, l'association a profité de cette journée internationale pour partager avec le public les photos de ces victimes, enfants comme adultes. ●



اليوم الدولي لضحايا الاختفاء القسري
30 أغسطس 2017

قراءة 1200 شخص ضحايا مذبة بوسليم
الغالبية ضحايا حملات الاعتقال 1989 - 1995



انقطعت أخبارهم كليا بعد مذبة السجن المركزي - أبو سليم
طرابلس، 29 يونيو 1996

ضحايا الاختفاء القسري في ليبيا ... أين هم ؟

HUMAN RIGHTS
SOLIDARITY

#أوقفوا الاختفاء القسري في ليبيا
#اليوم الدولي لضحايا الاختفاء القسري

8. Irak – « Al Ata'a for Human Rights »

En Irak, la situation reste très préoccupante. Les corps de 40 personnes disparues ont été retrouvés. Ces corps correspondent aux 40 jeunes qui se sont portés volontaires afin d'aider la population du village de Bishier face aux combattants de Daesh contrôlant les routes. Ils ont été enlevés lors de cette opération et ont disparu pendant près de deux ans. Ce n'est qu'une fois que les forces irakiennes ont repris la main sur ce village, que des fosses communes contenant le corps des 40 personnes disparues ont été retrouvées. Si un grand enterrement fut organisé pour leur rendre hommage, il est important de rappeler que sur les 150 personnes ayant disparues au sein de ce village, seulement 40 corps ont été retrouvés.

C'est dans ce contexte que l'association « Al Ata'a for Human Rights » lutte afin de mettre fin à cette pratique inhumaine.



En juin 2017, l'association a visité le camp pour réfugié Yahyawa afin de discuter avec des familles de disparus. Ils ont ainsi pu récolter leur témoignage sur leur histoire, celle de leur proche disparu mais aussi sur leurs conditions de



vie, souvent déplorables, en tant que réfugié. Cette mission était d'autant plus importante que ces familles ne savent pas vers qui se tourner et qu'aucun soutien ne leur a été fourni afin d'affronter cette épreuve.

L'association a aussi organisé une mission de plaidoyer auprès du cabinet du gouverneur de Mossoul afin de souligner le sérieux problème des victimes, dont notamment des femmes, des disparitions forcées dans la région. En effet, « Al Ata'a for Human Rights » a documenté directement au sein du camp Dohouk pour les personnes déplacées internes des dizaines de cas de disparitions forcées. Malheureusement, lors de cette mission, le cabinet

du gouverneur a démontré le manque de volonté constant des autorités irakiennes de régler la situation des disparitions forcées dans le pays, et a même informé l'association qu'il ne pouvait pas enregistrer les cas de disparitions forcées pour des raisons politiques. Malgré l'aide fournie par l'association, seulement quatre familles du camp Dohouk ont enregistré le cas de leur proche disparu auprès des autorités. Les autres familles, elles, sont terrifiées par les milices et forces gouvernementales pour entamer cette procédure ou ont peur des conséquences sociales d'une telle démarche, et notamment de se faire rejeter ou d'apporter la honte sur leur famille. ●



English version

DEVOIR DE VÉRITÉ #10 - SEPTEMBRE 2017
DUTY OF TRUTH #10 - SEPTEMBER 2017

DUTY OF TRUTH is the biannual magazine of the FEMED. Through the activities and news from the FEMED's network, this magazine aims to highlight the stakes of the fight against enforced disappearances in the Euro-Mediterranean region, and on a broader level, across the world. "Duty of Truth" intends to be an awareness raising instrument on enforced disappearances but also a tool for reflection on those issues.

This tenth issue is a special edition dedicated to the importance of remembrance in the fight against enforced disappearances and impunity.

-

EURO-MEDITERRANEAN FEDERATION AGAINST ENFORCED DISAPPEARANCES (FEMED)

-

Address: 112 rue de Charenton, 75012, Paris, France.

Phone: +33 (0) 1 42 05 06 22

Mobile: +33 (0) 7 60 21 06 22

Email: secretariat.femed@disparitions-euromed.org

Website: www.disparitions-euromed.org

Facebook: www.facebook.com/disparitions.euromed

Twitter: www.twitter.com/FEMEDonline

Instagram: www.instagram.com/femedonline

-

HAVE PARTICIPATED TO THIS ISSUE

Nassera Dutour, Rachid El Manouzi, Lilia Khelfaoui...

-

DIRECTOR OF PUBLICATION

Nassera Dutour

-

GRAPHIC DESIGN AND LAYOUT

www.matthieuplanchais.com

-

PRINTING

This issue has been printed in 250 copies.

TABLE OF CONTENTS

I - EDITORIAL	4
II - TRIBUTE TO ANNIE-FRANCE BERTHOD	6
III - VICTIMS' INSIGHT	7
> Testimony of Nadjat Hachichou (Lebanon)	7
IV - EXPERTS' INSIGHT	9
> Núria Carreras - <i>Archivists without Borders: the effort to recover the files related to enforced disappearances</i>	9
> Natasa Iakovou - <i>Testimony of the association "Truth Now" in a bruised Cyprus struggling with its past</i>	12
V - ACTIVITIES OF THE FEMED	16
1. Advocacy mission in Geneva, 16-18 May 2016	16
2. Training in Banjul, 20-21 October 2016	17
3. Advocacy mission in Geneva, 10-11 May 2017	18
4. Commemoration of the international day for the victims of enforced disappearance, 1-2 September 2017	20
VI - NEWS FROM OUR MEMBER ASSOCIATIONS	22
1. Lebanon - "Comité des familles de personnes disparues ou kidnappées"	22
2. Serbia - "Association of families of kidnapped and missing persons from Kosovo and Metohija"	24
3. Spain - "Asociación para la Recuperación de la Memoria Histórica"	25
4. Morocco - "Comité de coordination des familles de disparu(e)s au Maroc"	26
5. Algeria - "Collectif des familles de disparus en Algérie - SOS Disparus"	28
6. Libya - "Human Rights Solidarity"	29
7. Iraq - "Al Ata'a for Human Rights"	31

EDITORIAL

Used by many States, the practice of enforced disappearance has not ceased to increase these past few years all around the world, and particularly in the Euro-Mediterranean region. Yet, enforced disappearance is a continuous crime, a crime against humanity, depriving its victims of freedom and their relatives of any information. Additionally of being a very serious Human rights violation for the victim, this practice leaves thousands of families in despair and in the unbearable waiting to obtain news from their loved ones. To avoid other families to know this tragic fate, the FEMED has fought for ten years now against this practice.

Yet, the first months of the year 2017 were particularly worrying for the protection of Human rights and the fight against enforced disappearances. The political instability, the dysfunction of the judicial system as well as the permanent atmosphere of insecurity around the Mediterranean area has only resulted in the significant increase of the number of persons disappeared and of the despair of the families of victims.

The situation is particularly alarming in Libya where the crisis that the country is facing has caused

a general collapse of the public order, an increase of the number of armed groups and militias as well as a staggering rise of the violence and extreme violations of Human rights. Although it is difficult to obtain statistics really representing the enforced disappearances' phenomenon in the country, thousands of persons since 2011 have extended the list, already too long, of disappeared persons in Libya.

In Syria, the observation is more than bitter, it goes beyond understanding. Enforced disappearances are used as a weapon of war by all belligerents. More than 65 000 persons have disappeared between March 2011 and August 2015. A black market of enforced disappearances has even emerged due to the authorities' refusal to reveal information on their detainees to the families and friends of the victims, who have no choice than to pay intermediaries to obtain parts of the truth concerning the fate of their loved ones.

The situation has also worsened in Egypt since the take-over of the president Abdel Fattah Al-Sissi and the declaration of the emergency state. Hundreds of persons have been victims of enforced disappearances, including

students, political activists and teenagers. According to some local NGOs, it would be between 4 and 5 persons a day in average who are arrested by the Egyptian National Security Agency.

The situation of Human rights defenders remains also extremely worrying in many countries of the Mediterranean area. It is notably the case in Turkey where a decree has forced the closure of hundreds of Human rights associations, including two member associations of the FEMED, and where the authorities have arrested without any valid reason tens of Human rights defenders. The FEMED condemns firmly those unjustified attacks targeted towards Human rights defenders and asks each country of the region to respect Human rights, the freedom of speech and the freedom of association.

Nevertheless, the wind is changing on the cause of enforced disappearance and a new hope of renewal has resurfaced through the nomination of several Human rights activists at national and international institutions. The recent election of our Iraqi partner Ali Albayati as a member of the Iraqi Commission on Human rights, as well as the election of Horacio Ravenna, our colleague from ICAED, as a member of the UN Committee on enforced disappearance, will then breathe new life into our fight against enforced disappearance.

Also, it is important to remember that memory is the most powerful weapon that we can hold against impunity and to guarantee the non-repetition of those inhuman acts. As Elie Wiesel, survivor of the Shoah and winner of the Nobel peace prize, said, “the executioner always kills twice, the second time through oblivion”. Thus, even if it would be easier sometimes to let the past behind, only remembrance can guarantee that the history will not repeat itself. Because remembering those dark periods of the past is also remembering all victims in order that no more families would have to suffer the deep grief that is to lose a loved one.

Concerning enforced disappearance, this duty of remembrance is even more important since the fate of those victims is still unknown today. Thus, forgetting them would simply result in signing their death warrant. This is why the FEMED has fought for ten years so that no victim would be forgotten and the truth would be revealed, to let the families of disappeared finally rebuild their lives. The FEMED therefore would like to dedicate this tenth issue of the magazine “Duty Of Truth” to the importance of remembrance and to all those persons who have fought their whole life so that no victim would ever be forgotten. ●

Lilia Khelfaoui
Chargée de programme à la FEMED

HOMMAGE À ANNIE-FRANCE BERTHOD

The Euro-Mediterranean Federation against enforced disappearances (FEMED) is deeply saddened to announce the loss of its friend Annie-France Berthod, tireless Human rights activist and treasurer of the FEMED.

Annie-France belonged a little to all of us, especially those who had the privilege of knowing her personally and of enjoying her kindness and her generosity.

Annie-France deeply loved Algeria. She had married the cause of the disappeared by associating herself for many years to the fight of their relatives, involving herself closely into the activities of the FEMED and of her member

association, the CFDA. She did not hesitate to participate to families of disappeared gatherings, knowingly, which costed her to be questioned on her presence alongside families of disappeared. Those intimidations have not stopped her from continuing her support to the families of disappeared and their fight.

The FEMED sympathize sincerely with the pain of all those, very numerous, who loved her and address to her loved ones its

more sincere condolences.

Rest in peace Annie-France, we love you and will be faithful to your memory. ●



VICTIMS' INSIGHT

Testimony of Nadjet Hachichou

Lebanon

I, Nadjet Hachichou, am the wife of the disappeared Mohiyddine Hachichou, who has been abducted by force from his home, in the middle of the day, in the presence of all members of his family, on April 15th 1982, the day after the murder of Bachir El Djamil.

The situation was tense under the Israeli occupation, in the region of Saida and around. The speakers of the Israeli enemy called to not gather or move in the city. Around 11am, we have been surprised by a military force of approximately 20 persons, among whom some were wearing a military uniform, and composed of 2 civil vehicles and one military vehicle bearing partisans flags and emblems. They stormed the house and asked for my husband to accompany them for the needs of an investigation, while promising to bring him back home half an hour later. One of the men, equipped with his weapon, even turned towards my husband and told him: "Tell your wife not to cry,

nor scream, nor consult anybody. Half an hour to investigate and we bring him back". He never came back.

Then begun the suffering journey, to search and search again, as a single mother with 4 children, in an atmosphere of fear and terror under the Israeli invasion, a curfew and telephone lines' outages. Yet, I considered myself as a citizen, obeying to the law. I tried to contact some friends of my husband,

**” Then begun
the suffering
journey, to
search and
search again**

they advised me to wait. They will investigate and he will return, just as what happened with others. To not yield under the pressure in order to preserve

his safety. We stayed like this until I decided to undertake legal actions, in 1991.

I resorted to justice in the attempt to clarify what happened as well as the fate reserved for my husband. Of course, the justice was off, and everyone was under the choc of the occupation and of the tyranny of the repression agents. After so much suffering, I never received any answer from the persons concerned by this case. I then dedicated myself to start researches, with my own modest means, to discover what happened.

Then begun the second painful journey, with numerous hearings at the courthouse, which I mostly attended, during 23 years. I sometimes waited for endless hours so that it would be announced the deferral to a later date. I think this is one of the longest trials in the Lebanese republic, as well as the only case which got access to justice among the 17000 cases of abducted and disappeared persons.

I presented this request by explaining the incident of the abduction, stating the type of vehicle and the persons who stormed the house. I presented several testimonies and forms. I informed the justice of some names who participated to the abduction operation, after that some neighbours and friends provided them, as a validation of the veracity of what I had presented. I even have in my possession a sound recording of one of the parents of one of the defendants, in the presence of a political personality of Saida, where he narrates the abduction operation. Thing that has not be raised seriously during the investigation or even been taken into consideration.



Mohiyddine and Nadjat Hachichou, surrounded by their four children, during a family trip

We have asked the State to act thanks to his prerogatives in order to clarify all war crimes and to inform the population of what has happened... Then the State has enacted an amnesty law for the criminals.

Don't the relatives of disappeared persons have the right that the State particularly provides them a law which preserve their rights and the fate of their disappeared loved ones? Is it fair that the one who has caused harm is living in peace and stability while the disappeared relatives continue to suffer of psychological torments and permanent anxieties?

I thank you all and I hope that the issue will be close. I would like to address my gratitude to the humanist and loyal lawyer, Mr Saghia, as well as to the commission of families of disappeared, which stayed by my side through this ordeal, for 31 years. Many thanks to all of those who backed me, friends and journalists, for their great patience and support through all the steps of the trial. ●

EXPERTS' INSIGHT

Núria Carreras

Archivists without Borders:
the effort to recover the files
related to enforced disappearances.

« War does not only involve seizing assets, people and territories: it also needs to erase the memory of the opponent, his memories, the reasons that support his identity and push him to resist, to fight, to live. In this sense, the destruction of libraries, museums and archives is not only a goal of war: it is a strategy of destruction.”

Edgardo
Civallerro.

Dictatorships are characterized by imprisonment, torture, and murder unpunished and unjustly, but also use the strategy of enforced disappearances to terrorize the opposition and create a psychological anguish that helps the subjugation of the population. During the decades of the 70s and 80s countries like Argentina, Chile, Paraguay, El Salvador, Colombia and especially Mexico, dictatorial regimes were installed that put into practice a systematic repression that made

disappear a good part of the population. On the other hand, it is also relevant the case of the approximately 30,000 children stolen during the war and post-war in Spain, and the approximately 100,000 people missing for fighting for freedom and democracy, which unfortunately is a practice that has occurred in many other countries.

In this sense, archives, being an essential part of the countries, their identity, their culture, their heritage and the reflection of state

power, become priority objectives in case of war. The elimination of documentation or the blockade of access would lead to a collective amnesia, to the attempt to leave these events in oblivion without the culprits being held accountable

for these crimes.

In 1993 the International Conference of the Round Table of Archives (CITRA) approved the creation of a working group to study the archives of the state security services of repressive regimes that were slowly disappearing by the end of the decade. The working

” War does not only involve seizing assets, people and territories: it also needs to erase the memory of the opponent,...

group was set up in January 1994 with the aim of safeguarding the documentary heritage that would serve to demand responsibility, accountability, and ensure collective and social memory. With this, to recall the impulse that the associations in defence of the human rights realized for the exercise of the individual rights and the defence of the collective memory.

Over time archives have been the victims of wars, robberies and their intentional destruction, such as the case of the United Nations denouncing the theft and burning of archives of the NGO Pro Busca, founded in November 2013 with the purpose of finding missing persons in the armed conflict in El Salvador. According to unofficial assessments, some 8,000 people disappeared during the civil war that blew the country between 1980 and 1992, leaving 80,000 victims after the confrontation between the government army and the Farabundo Marti National Liberation Front (FMLN). Also of relevance is the report of the Working Group on Enforced or Involuntary Disappearances of the United Nations which, after its visit to Spain in 2013, concluded and warned that obstacles to access to information and archives are a real problem for victims in the process of obtaining the truth. In Spain, the case of the “stolen children” during the war and the post-war period, about 30,000, is still pending, as are the approximately 100,000 people

missing for fighting in defence of freedom and democracy.

Archives Without Borders (AsF), created in 1998 in Barcelona, is a non-profit organization in defence of human rights, made up of volunteer archivists who collaborate in the development of cooperation projects in the field of archival and of documentary heritage.



War, natural disasters, political interests, poverty and ignorance or neglect are the main threats to the proper preservation of documentary heritage, especially in developing countries, where the resources for these actions are clearly insufficient. In relation to the importance of safeguarding documentary heritage for individual and collective memory, debugging responsibilities and repairing victims, AsF has participated in numerous projects such as:

The Archive of Terror in Paraguay (1954-1989). In December 1992 documents were found that provided a documentary outline of the origins, purposes and organization of Operativo Cóndor. The so-called «Horror Files» detail the fate of hundreds, perhaps thousands, of Latin Americans secretly abducted, tortured and murdered by right-wing regimes in the 1970's; confirms the existence

of a bloody conspiracy between the services of Argentina, Bolivia, Brazil, Chile, Paraguay and Uruguay to track and eliminate political opponents independently of national borders, and finally demonstrates the involvement of the United States in services repressive forces in the Southern Cone, especially - but not only - Paraguay.

the Guatemalan people, so badly treated in the last decades of the twentieth century by mass and periodic annihilations by the Army and the National Police. The archive is a unique testimony to know the magnitude of the tragedy that Guatemala experienced, and how it affected the population, as well as to be able to demand the relevant responsibilities.

Currently, six senior Paraguayan police officers and one general are in prison thanks to the information contained in these files. Therefore, with the preservation of this archive it is possible to reconstruct the historical memory, reparation to the victims and the purification of responsibilities.

” *The archive is a unique testimony to know the magnitude of the tragedy that Guatemala experienced*

It does not matter that the forced disappearances are recent as in the case of Syria or Mexico, or have been produced decades ago as in Spain, Guatemala or Paraguay, among many others. The

lack of accessibility and declassification of documentation may lead to the violation of the exercise

The Historical Archive of the National Police of Guatemala. In 2005, many abandoned national police warehouses were discovered in Guatemala City, and one of them housed the complete file of the Guatemalan National Police. From this moment, and in the case of documentation that testified to the activities directly related to the violation of human rights and very susceptible to be destroyed, the Guatemalan Human Rights Procurator took over this file. They began a serie of actions in relation to this file to recover the memory of the repression experienced by



of individual rights such as rehabilitation, compensation and reparation or restitution of confiscated property. A death certificate may deny the option of obtaining economic aid or pensions, but also the recovery of personal property confiscated by the previous regime. Although the demand for the opening of archives and access to information has been fundamental to the exercise of justice and reparation, as of today, from the Committee against Enforced Disappearances and the Working Group on Enforced and Involuntary Disappearances, the United Nations (UN), continue to call on governments to open the archives, including the military,

which may contain information regarding the whereabouts of missing victims.

Some democratic governments have enacted legislation on historical memory and enforced disappearances, but often these laws are born without the budget or the political intention sufficient to make reparation for the victims and their families a reality. There are elements to reverse this situation, Universal Justice, genetic identification programs, the opening and real access of documentation. But governments are required to bet courageously on truth, transparency and justice. ●

Natasa Iakovou

Testimony of the association
“Truth Now” in a bruised Cyprus
struggling with its past

Years have passed and the wounds are still open in Cyprus. A trauma that has affected individuals and the society as a whole has been regrettably left in darkness. This disappointing conclusion strengthens the efforts of our non-governmental organization (NGO), “Truth Now”, to work passionately towards its aims.

www.truthnowcyprus.org

“Truth Now”, is a Greek-Cypriot NGO, founded in 2007 to undertake every effort for the ascertainment of the fate of missing persons in Cyprus during the inter-communal troubles (1963-1964) and the 1974 Turkish invasion, for the healing of the wounds of the relatives and the promotion of the right to truth as a social and an individual right.

Within a transitional and delicate situation where no political settlement has yet been reached, “Truth Now” has taken various initiatives at both mono-communal



and inter-communal level. It has close interaction and cooperation with the academic world, national and international institutions, stakeholders, the civil society and the families of missing persons.

Among other, “Truth Now” has been issuing announcements every year on the occasion of the International Day for the Disappeared as well as on the Human Rights Day, and has been commenting on developments which are in the news, aiming at raising awareness on the matter and encouraging discussion. It has also in September 2017 intervened as interested party in the process before the Committee of Ministers of the Council of Europe in relation to the general measures for the execution of judgments of the European Court of Human Rights, in cases relating to the missing persons against Turkey, namely the *Cyprus v. Turkey* and the *Varnava and others v. Turkey*.

It has also been lobbying on a number of matters, including the excavations of burial sites in the areas of Cyprus not under the effective control of the Republic

of Cyprus as well as in the areas under the effective control of the Republic, the ratification of the UN Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearances by the Republic of Cyprus, by exerting pressure on the Parliament and the Ministry of Justice as well as by participating in international fora as member of the International Coalition against the Enforced Disappearances (ICAED).

In the context of the above-mentioned Convention the right to truth was codified (Article 24). As it has evolved, it encompasses not only the right of the relatives of the missing persons to be informed on the circumstances of the disappearance, the progress and result of the investigation and the fate of the missing person, the right to obtain reparation, but also the duty to remember.

The right to reparation when seen on a collective basis includes taking measures to comply with the duty of remembrance. To this effect we exert pressure on the involved Governments (Cypriot

and Turkish) to proceed, among other, with formal recognition of their responsibilities, with official declarations which could restore the dignity of the victims and even with the erection of monuments.

” We exert pressure on the involved Governments to proceed, among other, with formal recognition of their responsibilities, with official declarations which could restore the dignity of the victims and even with the erection of monuments.

In particular, “Truth Now” has, in several occasions, suggested the erection of a monument for the Unknown Victim. A monument in which all the victims indiscriminately, who have suffered directly or indirectly from the atrocities of any Governmental and non-governmental group, would find expression. A victim without ethnicity but solely a symbol of the human being who has suffered contrary to the fundamental principles of Human rights. This would not only aim to honour and restore the dignity of all victims but it would also serve as a monument of remembrance. Thus society will

not forget but confront with its past and underline our duty as a society to guarantee the non-recurrence of such events.

“Truth Now” regularly sends letters to the Parliament of the Republic of Cyprus as well as the relevant Ministries to request information and transparency as well as accessibility on the available archives, which should be available to the society as part of their social right to know and of the duty of the State to remember. “Truth Now” is of the opinion that the available archives must be preserved, especially during periods of transition, such as in Cyprus. Unfortunately it seems that there is no adequate framework in place to safeguard same.

“Truth Now” has also proposed the amendment of the Terms of Reference of the existing Committee for Missing Persons (CMP) (which was founded under the auspices of the UN) and its upgrading to a Truth Commission for Missing Persons (TCMP). This is necessary because the CMP mandate is limited. This is so because it only operates under confidentiality, it does not investigate or establish the cause of death or attribute responsibility and the CMP did not enjoy unhindered access throughout the island. It therefore falls short of the standards of an effective remedy and it certainly does not comply with the duty to remember since it does not help the safeguard of memory and evidence.

“Truth Now” also cooperates with organizations pursuing the discovery of the historical truth as well as the restoration of the truth. In particular “Truth Now” recently co-organized with the Andreas Arneftis Foundation, and participated in a public discussion with the subject “The Past: A Challenge for the Future”. As it is well stated a people’s knowledge of the history of its oppression is part of its heritage and as such must be preserved by appropriate measures.

It is regretful that Cyprus has not confronted its past but to the contrary it has been avoiding to do so, while the memory of the past violence can be a source of hate and feelings of revenge. Memory can also be selective and

interpretative. That is why it is important to preserve evidence and archives and deal with the past as soon as possible. It is doubtful whether the open trauma can be healed without remembering and confronting with the past. Silence is not the answer but honesty is. Forgetting is not the answer but remembrance is.

As stated in the latest announcement of “Truth Now” on the occasion of the International Day of the Disappeared “The past cannot be altered and can neither be buried. Truth must be revealed to achieve peace within the society and the souls and minds of those that have been suffering for years, including the relatives of the missing persons”. ●



ACTIVITIES OF THE FEMED

1. Advocacy mission in Geneva, 16-18 May 2016



From the 16th to the 18th of May 2016, the FEMED has organised an advocacy mission in Geneva coinciding with the 109th session of the Working Group on Enforced or Involuntary Disappearances (WGEID). This mission mainly aimed to meet different institutions of the United Nations (UN) in order to inform them on the situation of human rights, and more particularly of enforced disappearances, in the countries of the Euro-Mediterranean region, while reinforcing their relationship with the United Nations.

” *Always reinstating the issue of enforced disappearances on the UN agenda (...) has become a priority of the FEMED*

For the occasion, the FEMED has invited several representatives of their member associations, as a way to provide a testimony as clear and concrete as possible to the several UN institutions met. Algeria (through the CFDA), Iraq (through Al'Ata for Human Rights), Libya (through Human Rights Solidarity), Morocco (through the APADM) and Syria (through the testimony of a victim from Damascus) were then represented during this mission.

Always reinstating the issue of enforced disappearances on the UN

agenda, not only on the WGEID's but also on other bodies' such as the Council of Human Rights or the Working Group on the issue of discrimination against women, has become a priority of the FEMED. Thus, during this mission, the victims and human rights defenders got the opportunity to express themselves and tell the hard reality in their respective countries, the FEMED and its member associations got to explain the importance of their actions in the field of enforced disappearances and the UN institutions were able to take notes on the areas where it is urgent to take action while explaining what has been already done or planned to do at the UN level.

Among the topics discussed, a particular attention has been given to the condition of women in those countries in crisis, often deprived of their most basics rights. The situation of civilians, trapped in the middle of the war in Iraq, Syria and Libya has also been raised extensively in order to make the United Nations understand the emergency to act. Finally, the question of impunity has been highlighted as a phenomenon that is unfortunately found in almost all countries of the Euro-Mediterranean region where enforced disappearances and persecutions of families of victims are frequent. ●

2. Training in Banjul, 20-21 October 2016

Along with the 59th session of the African Commission on Human and People's Rights (ACHPR), an institution of the African Union (AU), the FEMED has organised a training in Banjul, Gambia, on the 20th and 21st of October 2016. This training directed towards African human rights defenders, often poorly informed and threatened by enforced disappearances themselves, focused on the theme of the "truth and justice for the disappeared". The Democratic Republic of the Congo, Burundi, Ivory Coast, Morocco and Tunisia were represented during this training.

In order to provide the necessary tools to the activists participating to fight against all form of repression and violation of human rights, and notably against enforced disappearances, this training has processed several crucial aspects. From norms and mechanisms of human rights protection, to strategies of mobilisation of financial means, documentation, regional and international referral procedures, and submission of enforced disappearances cases, this training permitted the significant reinforcement of the represented African associations' capacities.

Combining theory with practice, the participants also got the opportunity to write a declaration calling on the African Union member States to free all disappeared persons still arbitrarily detained and to eradicate definitively the phenomenon of enforced disappearances in the continent.

Group works, participation to the side event organised as a way to raise the attention of the regional community on the risks and threats incurred by human rights defenders on a daily basis, and the observation of the opening of the ACHPR's 59th session were also on the program of this mission. ●



3. Advocacy mission in Geneva, 10-11 May 2017

On the 10th and 11th of May 2017, the FEMED has organised an advocacy mission before the United Nations in Geneva. Coinciding with the 112th session of the Working Group on Enforced or Involuntary Disappearances (WGEID), this mission has permitted to highlight the situation of enforced disappearances and human rights in Libya. In partnership with its Libyan member association *Human Rights Solidarity*, the FEMED has invited human rights activists as well as a Libyan victim of

enforced disappearance, currently exiled in London, to relate their experiences. After transmitting the claims of the FEMED's member associations that could not be present and submitting cases of enforced disappearances to the WGEID, the delegation got the opportunity to meet several United Nations (UN) institutions and state representations.

The meeting with the secretariat of the Committee on enforced disappearances was a key encoun-

” The Libyan association has already submitted tens of cases of enforced disappearances, yet no reaction from the Libyan government has followed.

ter, permitting to the Libyan guests to explain in detail the current situation in Libya, and notably the resurgence of the practice of enforced disappearances since 2014. The loss of control of the Libyan authorities, the increase of armed militias committing serious violations of human rights against civilians, the recurrent arbitrary detentions and the impunity reigning are only worsening the situation in the country. The FEMED's Libyan member association has already submitted tens of cases of enforced disappearances at the WGEID since 2014, yet no reaction from the Libyan government has followed. If the Committee has deployed a lot of advocacy efforts so that all state ratifies the International Convention on the protection of all persons against enforced disappearances, many of them still haven't ratified the Convention, neither respected it.

This mission has also permitted to get essential meetings with the Council of Human Rights, the Working group on arbitrary detention, the WGEID, the Libyan desk of the High Commissioner for human rights, the special rapporteur on the rights to freedom of peaceful assembly and of association, and the permanent mission of Switzerland before the UN. Each exploring a different aspect of the situation in Libya, those meetings allowed to highlight the difficulties on the field while asking for the support of the United Nations. The worrying situation in other countries of the Euro-Mediterranean region has also been discussed deeply during those meetings, and notably the situation in Turkey where two of the FEMED's member associations were close by decree and the president of one of them arrested arbitrarily. ●



4. Commemoration of the international day for the victims of enforced disappearance, 1-2 September 2017



In order to commemorate the faith of all victims of enforced disappearance and their families, the United Nations has declared the 30th of August as the international day for the victims of enforced disappearance. For this occasion, the FEMED in partnership with Amnesty International France, the Collectif des Familles de Disparus en Algérie, the Association des Parents et Amis de Disparus au Maroc, the Forum Marocain pour la Vérité et la Justice, the Collectif argentin pour la mémoire and the Collectif Paris-Ayotzinapa have organised two events. Meanwhile, a campaign has been launched on social media where the FEMED posted each day a story of a disappeared person.

The 1st of September, a hundred of persons attended the conference organised on the theme of “truth and justice for the families of disappeared”. Intersected by

projections of short videos, this conference permitted the intervention of several experts and human rights activists. H.E. François Croquette, French ambassador for human rights, Emmanuel Decaux, former president of the UN Committee on enforced disappearance, and Geneviève Garrigos, former president of Amnesty International France, gave us the honour to start the debate. Mentioning respectively the French

” *The United Nations has declared the 30th of August as the international day for the victims of enforced disappearance*

diplomatic action displayed to fight against the practice of enforced disappearance, the importance of ratifying the International Convention on the protection of all persons against enforced disappearance, and the situation of enforced disappearances across the world, those speakers have subsequently left the floor to several activists.

Representatives of the FEMED, of the *Collectif argentin pour la mémoire*, of *Collectif Paris-Ayotzinapa*, as well as an Egyptian human rights defender have discussed about the situation of enforced disappearance in their respective country. From the success of the trials in Argentina, to the resurgence of enforced disappearances in Egypt and the families of disappeared searching for mass graves in Mexico, those speakers were able to share with the audience the different aspects of enforced disappearance on the field.

The next day, a sit-in was organised *place de la République* in Paris. The partner organisations have set up for the occasion two tents where one could look at pictures from disappeared persons, their families, demonstrations, but also activities of each association. Documentation booths were also made available to the public so as to inform them on the phenomenon of enforced disappearance in the several countries represented. After a musical and militant break provided by the *Collectif Paris-Ayotzinapa*, representatives of each association made a speech. Each partner to this event, as well as the association *Hijos-Paris* and a Syrian coordination, had then the opportunity to talk about their respective fight for truth and justice, converting this event in the eyes of the audience into a precious source of information on enforced disappearances all around the world. ●



NEWS FROM OUR MEMBER ASSOCIATIONS

1. Lebanon - “Comité des familles de personnes disparues ou kidnappées”

More than 25 years after the end of the war in Lebanon and following the continuous lack of commitment from the authorities to prosecute the persons responsible of Human rights violations, the association “Committee of families of disappeared or kidnapped persons” has launched on April 13th, 2017 a national petition for the persons disappeared. This petition follows the decision of the Lebanese Council of State, which stated that

the parents of disappeared persons have an unalienable right to know the fate of their relatives.

Thus, this petition, from which the number of signatures collected has been the central event of the commemoration of the international day for victims of enforced disappearances of the 30th of August, asks firmly the Lebanese state through its executive and legislative powers to initiate a scientific and acceptable



solution. This national campaign has permitted to highlight two necessities:

- The importance of collecting and preserving the biological footprints of the parents of disappeared persons in order to proceed to a DNA identification, as a preliminary condition to the determination of the identities of disappeared persons or of their remains once found

- The necessity to adopt the draft legislation planning to create an independent national commission, with adequate powers, as an essential condition to allow investigations on the fate of the disappeared and to communicate the results of those researches to the families.

Sent to 31 Lebanese deputies, only one of them has answered the call and signed this petition.

On the occasion of the international day for the victims of enforced disappearances, the association has also offered to the families of disappeared persons a touching song full of poetry, in honour of the 17000 victims in the country whose fate is still ignored. Entitled “you have neither left, nor stayed” (لا ضلّيت ولا فليت), this song reflects the pain of the parents of victims of enforced disappearances in Lebanon and Syria since the civil war. Written by Sawen Mortaza and sung by Chantal Beytar, this song is meant to be shared in the hope that it will be heard everywhere.



You can find it, listen to it and share it by following this link:

www.youtube.com/watch?v=EdnJx67k0PE

Finally, the FEMED would like to congratulate Wadad Halwani, president of the “Committee of families of disappeared or kidnapped persons”, for its nomination as Human rights and freedom of speech defender of the month of September 2017 by the Arabic Network for information on Human rights, the Maharat Foundation, the Golfe centre for Human rights and the IFEX network. After the abduction of her husband Adnan Halwani in his home in 1982, Wadad Halwani has never ceased to fight for the truth to appear in broad daylight. She succeeded to gather numerous families of victims, mostly wives, mothers or sisters, and throughout the activities of her association, has transformed individual cases of enforced disappearance into a national cause. Congratulations Wadad, the FEMED is honoured to count you as a strong ally in our common cause. ●

3. Serbia – “Association of families of kidnapped and missing persons from Kosovo and Metohija”

The “Association of families of kidnapped and missing persons from Kosovo and Metohija” is fighting every day to raise awareness of the general population on the fate of some Serbian victims during the conflict in this region. In particular, the association is preoccupied by the fate of 540 persons of Serbian nationality who disappeared in Kosovo and Metohija. For the occasion, our Serbian member association has organised a conference on May 12th, 2017 called “we have the right to truth and justice”, at which families of disappeared got the chance to attend. Representatives of the association seized this opportunity to ask the authorities the opening of all files, the compilation of the database as well as, after two decades of researches, the revelation of the truth to the families.

On the 22nd of June 2017, the association organised a conference in partnership with an association of victims from Kosovo. The delegations of the two associations,

civil servants from the local and national government as well as families of victims have thereafter dropped some flowers at the “truth monument” commemorating all victims of the district of Kosovska Mitrovica during the period 1998 – 2000. Some mine workers are still considered disappeared today, 19 years later.

Finally, on July 18th, 2017, our Serbian member association has commemorated the sad anniversary of the abduction of Serbian in Orahovac. Indeed, in July 1998, several Serbians and Roma from Velika Hoča and Belgrade have been murdered in the municipality of Orahovac. However, many of them are still considered disappeared today. The practice of enforced disappearance in this district has been the first weapon used to scatter the Serbians during the conflict in Kosovo and Metohija in 1998 and 1999. This has been the case for instance for 14 men of the family Kostic, abducted from the village of Retimlje in one day. ●

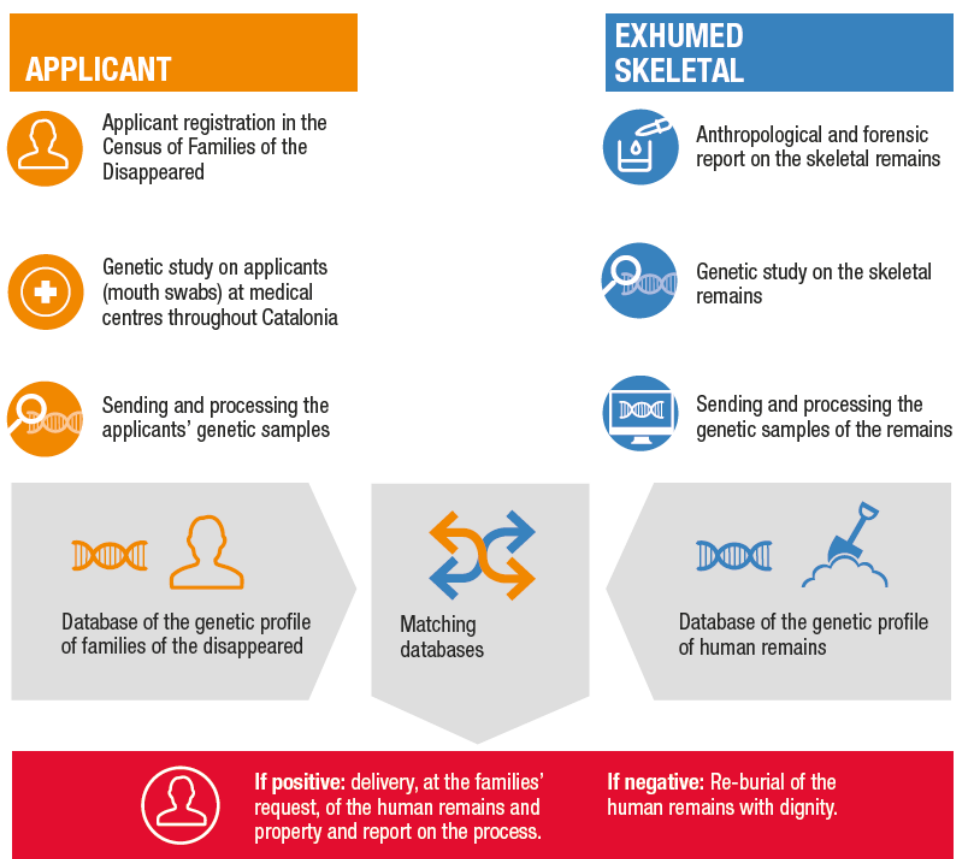


4. Spain – “Asociación para la Recuperación de la Memoria Histórica”

The “Association for the recovery of the historical memory of Catalonia” greets the significant efforts undertaken by Catalonia these last few years in the treatment of enforced disappearances and remembrance. Indeed, in accordance with the recommendations of the United Nations’ Working group on enforced or involuntary disappearances and of the special rapporteur M. Pablo de Greiff, Catalonia has made an actual substantive work to improve

the situation of families of victims of enforced disappearances in the region.

Thus, the regional government has created an innovative and unprecedented programme in order to identify genetically the disappeared persons. This programme has notably permitted to create two data bases of genetic profiles: one data base gathering the family members of the disappeared persons and one data base drawn



Procedure of the genetic identification programme for disappeared persons

from the human remains of the disappeared during the civil war and the Franco dictatorship. This programme allows then to cross the information of the two data bases in order to try to establish a family relationship and determine thus the personal identifications.

Meanwhile, the regional government has set up an action plan for the year 2017, which, among other things, has permitted to index mass graves and cemeteries where remains of disappeared persons have been found throughout the region and to document them in a map regularly updated. You can find this map and all those information at the following address:

fossesirepressio.gencat.cat

Finally, the Catalan parliament has adopted on the 4th of July the law 11/2017 aiming to provide compensation for the victims of Franco's regime. Thanks to this

law, all decisions and judgements instructed in councils of war, dictated by political reasons or by the Franco dictatorship, have been considered as null and void.

Nevertheless, if Catalonia has obviously made a significant progress, those efforts are mainly insufficient to fight against enforced disappearance in the country according to the "Association for the recovery of the historical memory of Catalonia". Indeed, the victims of the civil war, the Franco dictatorship and the Nazi holocaust, can be found in the entire Spanish territory, and not only Catalonia. Thus, according to this association, as long as the Spanish government will not comply with the recommendations made by the United Nations, truth, justice, and compensation will not be respected for the Spanish victims and their families. ●

5. Morocco – “Comité de coordination des familles de disparu(e)s au Maroc”

Families of disappeared persons in Morocco have fought relentlessly since the 1970's for Truth, Justice and against impunity. This fight has permitted to save tens of persons from the hell of disappearance as well as to raise the awareness of the public opinion at the national and international level on the reality of the serious Human Rights violations in the country.

Nevertheless, the Moroccan authorities have continued to minimize the scale of enforced disappearances in the country, by notably establishing powerless commissions unable to really shed light on the cases of enforced disappearances and by imposing to the victims and their families compensations without any guarantee for Truth and Justice.

This is why the “Coordination committee of families of disappeared in Morocco”, just like the mothers of the Plaza de Mayo in Argentina, has decided to organize a sit-in every two months in order to demand the fulfilment of the families’ claims and to put an end to impunity.

Already, on November 27th 2016, a sit-in was organised in front of Derb Moulay CHRIF, a centre where more than 1300 political prisoners have been confined and tortured, commemorating “a national memory of confinements, enforced disappearances and political detentions in Morocco”. This sit-in aimed especially to demand the conservation of this site, essential to maintain the memory and pay tribute to the victims.



On January 22nd 2017, another sit-in was organised in order to reveal “the whole truth on mass graves for Justice and conservation of memory”. Indeed, many victims have fallen under the bullets of the repression forces during popular uprisings in tens of large Moroccan cities. Those victims have then been secretly buried in mass graves, while no information has been given to the families. This sit-in

was therefore the opportunity for the families to claim once more the Truth to the Moroccan authorities and to remind to the society the importance of remembrance as to avoid that History repeats itself.



Finally, the last sit-in organised took place on July 8th 2017, on the theme of: “the past arise in the present, the fight has to amplify so that it will never happen again”. This public gathering, organised at the United Nations Square in Casablanca renamed for the occasion “Truth Square”, coincided with the commemoration of the 42nd anniversary of the escape attempt of 8 disappeared from the secret detention centre PF3. Although this escape has allowed to prove the existence of this centre and the reality of enforced disappearance in the country, all escaped prisoners have been arrested again afterwards, and 5 of them are still today considered as disappeared. This sit-in has then permitted for the 8 victims of enforced disappearance, as well as for all the other victims whose fates are still unknown, to not be forgotten, neither by the authorities, nor by the Moroccan population. ●

6. Algeria – “Collectif des familles de disparus en Algérie – SOS Disparus”

Following the tragedy of the 1990's, the “Collective of families of disappeared in Algeria” (CFDA) and “SOS Disappeared” have never ceased to fight to obtain Truth and Justice for the hundreds of enforced disappearances' victims in the country. Yet, Algeria has quickly adopted a Charter for peace inhibiting the prosecution of the crime authors and has only provided to the families compensation on the condition that a death certificate for the disappeared would be issued. Thus, when the Algerian prime minister has declared that the authorities have taken all the measures for the treatment of the disappeared files, the “CFDA” and “SOS Disappeared” have organised a sit-in with families of disappeared on January 29th. This gathering has permitted to remind to the Algerian society that no political will of treating the issue of enforced disappearance correctly has been undertaken and that the Charter for

peace adopted has on the contrary only tried to buy the families' silence.

Furthermore, in Algeria, women play an essential role in the fight against enforced disappearance and impunity. For more than 20 years, mothers, wives, sisters and daughters of disappeared have joined forces to discover the fate reserved to their loved ones. To honour the fight of all those women, the “CFDA” and “SOS Disappeared” have taken the opportunity of the International women's day to organize a sit-in in Algiers and to remind the society that women are not only victims but also active fighters involved in the protection of Human Rights and fight against oblivion.

Another key event of the year 2017 consisted in the Universal Periodic Review of Algeria before the United Nations (UN). For this occasion, the “CFDA” and “SOS Disappeared” have organised several advocacy missions



before foreign embassies in Algeria as well as in Geneva directly, where they presented an alternative report before the UN institutions. Those missions were a great success since many States, including France, Argentina, Spain, Zambia and Iraq, have invited Algeria to take all the necessary measures to shed light on the fates of the disappeared from the 1990s as well as to ratify the International convention for the protection of all persons against enforced disappearance.

Last but not least, the “CFDA” has published a complete and well documented report, named “enforced disappearances in Algeria: a crime against humanity, 1990-2000”. This report notably aimed to demonstrate that the circumstances in which enforced disappearances

were perpetrated in Algeria during the 1990s are combining all the criteria leading to the qualification of crime against humanity, according to the article 7 of the Rome statute. Thus, several consequences are attached to this qualification as crime against humanity: imprescriptibility, prohibition of amnesties and acknowledgement of the victims’ rights to full compensation. The stake of the determination of the crime’s nature is therefore essential since it corresponds to the fight against impunity. It seems then necessary that the authorities, in light of this report, lead investigations on each case, prosecute the authors of disappearances, provide full and adapted compensation to the victims, and adopt guarantees of non-repetition of those crimes. ●



7. Libya – “Human Rights Solidarity”

The tragedy of enforced disappearances persists in Libya for 40 years now. The fate of hundreds of victims of enforced disappearances during the regime of Gaddafi and during the massacre

of the Abu Saleem prison still remains unknown. Yet, even after the fall of the authoritarian regime of Gaddafi, the serious Human rights violations, and notably the practice of enforced disappearances, have

not ceased in the country. Some perpetrators of those crimes have invoked the exceptional circumstances that prevail in Libya, namely the political instability and the state of war, in order to not be prosecuted, even though the International convention for the protection of all persons against enforced disappearances states in its first article that no exceptional circumstance can justify the use of enforced disappearance. It is to fight against this impunity and to avoid that hundreds of Libyan victims fall into oblivion that the association "Human Rights Solidarity" is fighting every day.

On the international day for victims of enforced disappearances, the association then focused its activities on raising the awareness of the Libyan and international society on the reality of disappearances in the country and on the still unclear fate of hundreds of victims. They notably planted in Tripoli few trees and installed next to them a commemorative plaque where it is stated those

simple words: "we planted those trees to remember the ones that do not have voices anymore". Thanks to the lobbying of the association towards the telecom and postal Libyan society, a stamp commemorating the victims of enforced disappearances in Libya has also been released for the occasion.

Finally, in order to commemorate the tragic fate of 1200 persons victims of the massacre of Abu Saleem prison, and still today considered as disappeared, the association took advantage of this international day to share with the public photos of the victims, children and adults. ●



اليوم الدولي لضحايا الاختفاء القسري
30 أغسطس 2017

قراءة 1200 شخص ضحايا مذبحه بوسليم
الغالبية ضحايا حملات الاعتقال 1989 - 1995



انقطعت أخبارهم كلياً بعد مذبحه السجن المركزي - أبو سليم
طرابلس، 29 يونيو 1996

ضحايا الاختفاء القسري في ليبيا ... أين هم ؟

8. Iraq – “Al Ata’a for Human Rights”

EIn Iraq, the situation remains very preoccupying. Yet, earlier in the year, the bodies of 40 disappeared persons have been discovered. Those bodies belonged to the 40 young people who volunteered to help the local population of the Bishier village against Daesh fighters controlling the roads. They were abducted during this operation and disappeared for almost two years. It is only once the Iraqi forces took back power over the village that mass graves containing the bodies of the 40 disappeared persons were discovered. If a large funeral was organised to pay them tribute, it is important to remind that on the 150 persons who disappeared in this village, only 40 bodies were found.

It is in this context that the association “Al Ata’a for Human Rights” fights in order to put an end to this inhuman practice. In June 2017, the association visited



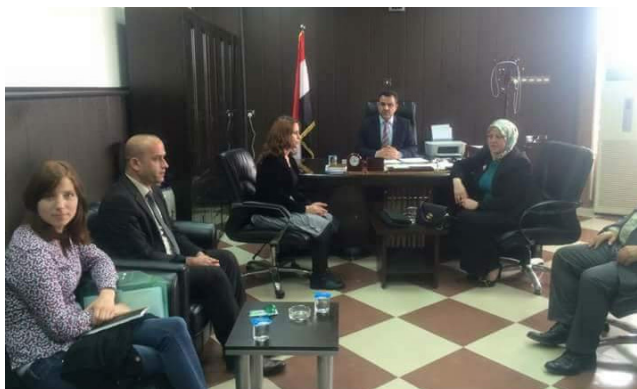
the refugee camp Yahyawa in order to discuss with families of disappeared. They were able then to collect their testimony on their story, the story of their relative disappeared as well as their poor life conditions as refugees. This



mission was even more important that those families do not know who to turn to and that no support have been provided to help them face this ordeal.

The association also organised an advocacy mission before the Governor council of Mosul in order to highlight the serious issue of victims, notably women, of enforced disappearances in the region. Indeed, “Al Ata’a for Human Rights” has documented directly inside the camp Dohouk for internally displaced persons tens of cases of enforced disappearances. Unfortunately, during this mission, the Governor council has shown the constant lack of will of the Iraqi

authorities to handle the situation of enforced disappearances in the country, and has even informed the association that it could not register cases of enforced disappearances for political reasons. Despite the help provided by the association, only 4 families of the camp Dohouk have registered the case of their disappeared relative before the authorities. The other families are terrified by militias and governmental forces to start this procedure or are afraid of the social consequences of such an approach, and notably to be rejected and bring shame to their family. ●





DEVOIR DE VÉRITÉ #10 - SEPTEMBRE 2017
DUTY OF TRUTH #10 - SEPTEMBER 2017
